



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 AOUT 1907.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2393

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 2 août 1907, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec, MM. Joseph Abraham Gale, marchand, Adélaré Mercier, commis au bagage de la compagnie du Pacifique, de la cité de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 2 août 1907, de nommer M. James Bain, surintendant du chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, de la cité de Québec, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur les comtés de Québec, Trois-Rivières et Chicoutimi. 2527

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 20 juillet 1907, de nommer M. Jules Langlois, avocat, de la ville de Fraserville, recorder de la ville de Fraserville. 2529

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du cinquième jour d'avril 1907, de nommer Francis G. Clark, 63, rue Pitt, Sydney, dans l'état du nouveau

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th AUGUST, 1907

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2304

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd of August, 1907, to associate to the commission of the peace for the district of Quebec, Messrs. Joseph Abraham Gale, merchant, and Adélaré Mercier, baggage clerk of the Pacific Company, both of the city of Québec.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 2nd August, to appoint Mr. James Bain, of the city of Québec, superintendent of the Québec and Lake Saint John Railroad, a justice of the peace under and in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the counties of Québec, Three Rivers and Chicoutimi. 2528

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th of July, 1907, to appoint Mr. Jules Langlois, of Fraserville, advocate, recorder of the town of Fraserville. 2530

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth of April, 1907, to appoint Francis G. Clark, 63, Pitt street, Sydney, in the state of New South

pays de Galles méridional, Australie, solliciteur de la cour suprême du nouveau pays de Galles méridional, commissaire pour recevoir des affidavits devant servir dans aucune cour de cette province, sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec.

2561

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du neuf août 1907, de nommer M. François Pamphile Tremblay, avocat, de la cité de Montréal, recorder de la municipalité de la ville de Longue Pointe.

2583

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, pour la paroisse de Saint-Félix de Valois, et de nommer par commission, en date du treize août 1907, MM. Ephrem Rondeau, cultivateur, Gédéon Desrosiers, médecin, P. Uldéric Marcoux, ancien instituteur, tous de Saint-Félix de Valois, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du quatorze de février 1907, pour le canton Windsor, dans le comté de Richmond, et de nommer par commission, en date du treize août 1907, MM. Jean Remi Hébert, Bernard Quinn, Hormidas Bourque, industriels, Edouard Honoré Begin, notaire, de la ville de Windsor Mills, et Léonard Saint-Laurent, cultivateur, du canton Windsor, commissaires de la dite cour.

2585

Wales, Australia, a solicitor of the Supreme Court of New South Wales, a commissioner to receive affidavits for use in any court in this province, under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec.

2562

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the ninth of August, 1907, to appoint Mr. François Pamphile Tremblay, of the city of Montreal, advocate, recorder of the municipality of the town of Longue Pointe.

2584

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, to revoke the commission for the summary decision of small causes, for the parish of Saint Felix de Valois, and to appoint by commission, dated the thirteenth of August, 1907, Messrs. Ephrem Rondeau, farmer, Gédéon Desrosiers, physician, P. Ulderic Marcoux, formerly a teacher, all of Saint Felix de Valois, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary decision of small causes, dated the fourteenth of February, 1907, for the township of Windsor, in the county of Richmond, and to appoint by commission, dated the thirteenth of August, 1907, Messrs. Jean Remi Hébert, Bernard Quinn and Hormidas Bourque, manufacturers, Edouard Honoré Begin, of the town of Windsor Mills, notary, and Leonard St. Laurent, of the township of Windsor, commissioners for the said court.

2586

### Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.

L. A. JETTE

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

### PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,  
Assistant-Procureur-Général  
suppléant.

ATTENDU que M. L. N. Asselin, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Edmond du Lac au Saumon, dans le comté de Matane, dans le dit diocèse susdit comme suit, savoir :

La paroisse de Saint Edmond du Lac au Saumon, dans le comté de Matane, est formée d'une partie du canton H umqui, occupant une étendue d'environ vingt-deux (22) milles carrés en superficie, le territoire de la dite paroisse est borné comme suit, savoir :

### Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

### PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER,  
Acting Assistant Attorney-  
General.

WHEREAS L. N. Asselin, esquire, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree, of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical degree by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Edmond du Lac au Saumon, in the county of Matane, in the said roman catholic diocese of Rimouski, to be as follows that is to say :

The parish of Saint Edmond du Lac au Saumon, in the county of Matane, is formed of a part of the township of Humqui, occupying an extent of about twenty two (22) square miles in superficies, the territory of the said parish is bounded as follows, to wit :

En front vers le nord-est, par la rivière Matapédia, le Lac au Saumon et la ligne de front du deuxième rang du canton Humqui, vers le sud-ouest par la ligne de front du septième rang, vers l'ouest par le ruisseau Sauvage et la rive ouest du lac du ruisseau Sauvage, vers le sud-est, par la ligne entre les lots numéros douze et treize (12 et 13), dans chacun du deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième rangs, et la ligne sud-est du lot numéro vingt-quatre (24), du premier rang.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Edmond du Lac au Saumon ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Edmond du Lac au Saumon décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos vœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province

2537

Canada,  
Province de }  
Québec. }

L. A. JETTE

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, } ATTENDU que  
Assistant-Procureur-Général } J. O. Guerin, écrl., secrétaire des commissaires d'ntement nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de St-Hyacinthe, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham, dans le comté de Missisquoi, dans le dit diocèse catholique romain de Saint-Hyacinthe, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Sainte-Croix de Dunham, et d'annexer à la paroisse de Saint-François d'Assise de Freleighsburg, dans le comté de Missisquoi, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

In front to the north east, by the river Matapédia, the Lac au Saumon and the front line of the second range of the township of Humqui, to the south west by the front line of the seventh range, to the west by the "ruisseau Sauvage" and by the west shore of the "lac du ruisseau Sauvage", to the south east by the line between the lots numbers twelve and thirteen (12 and 13), in each of the second, third, fourth, fifth and sixth ranges, and the south east line of lot number twenty four (24), of the first range.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Edmond du Lac au Saumon aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Edmond du Lac au Saumon, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

2538

Canada,  
Province of }  
Quebec. }

L. A. JETTE

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, } WHEREAS  
Acting Assistant Attorney } J. O. Guerin, esquire, secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Saint Hyacinthe, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Sainte Croix de Dunham, in the county of Missisquoi, in the said roman catholic diocese of Saint Hyacinthe, which they think most expedient to be detached from the said parish of Sainte Croix de Dunham, and to be annexed to the parish of Saint-François d'Assise de Freleighsburg in the county of Missisquoi, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

Un certain territoire situé dans les quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième rangs du canton Dunham, comté de Missisquoi, devant être détaché de la paroisse de Sainte-Croix, pour être annexé à celle de Saint-François d'Assise de Frelighsburg, et comprenant les lots du cadastre officiel du susdit canton Dunham :

- 1° Nos. 373, 374, 375, 379, 380, 557, 558, 564, 565 ;
- 2° Depuis et y compris le lot No 721 jusqu'au No 726 inclusivement ;
- 3° Depuis et y compris le lot No 734 jusqu'au No 741 inclusivement ;
- 4° Depuis et y compris le lot No 897 jusqu'au No 909 inclusivement.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham ci-dessus décrites qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Sainte-Croix de Dunham, et annexée à la paroisse de Saint-François d'Assise de Frelighsburg.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Sainte-Croix de Dunham ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Sainte-Croix de Dunham, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-François d'Assise de Frelighsburg.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Sainte-Croix de Dunham, fera partie de la dite paroisse de Saint-François d'Assise de Frelighsburg, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,  
JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province.

2535

Canada,  
Province de  
Québec.  
L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et à chacun de vous—SALUT.

A certain territory situate in the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth, ninth and tenth ranges of the township of Dunham, in the county of Missisquoi, to be detached from the parish of Sainte Croix, to be annexed to that of Saint François d'Assise de Frelighsburg, and comprising the lots of the official cadastre of the aforesaid township of Dunham :

1. Nos. 373, 374, 375, 379, 380, 557, 558, 564, 565 ;
2. From and including the No. 721 to the No. 726 inclusive ;
3. From and including the No. 734 to the No. 741 inclusive ;
4. From and including the No. 897 to the No. 909 inclusive.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Sainte Croix de Dunham hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Sainte Croix de Dunham, and to be and remain annexed to the parish of Saint François d'Assise de Frelighsburg.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Sainte Croix de Dunham above described, to be detached from the said parish of Sainte Croix de Dunham, and to be and remain annexed to the said parish of Saint François d'Assise de Frelighsburg.

And We do hereby, constitute the said part of the said parish of Sainte Croix de Dunham, to be hereafter part of the said parish of Saint François d'Assise de Frelighsburg, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,  
JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

2536

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, you and each of you.—GREETING.

## PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SABREZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

2129

## ERRATUM.

Dans la résolution du conseil du comté de Temiscouata, publiée le 10 août courant, il faut lire : Ephrem Pelletier, maire de la paroisse de Saint-Louis du Ha! Ha! Et la date devant être insérée avant la signature du secrétaire-trésorier.

2577

## Avis du Gouvernement

La compagnie "G. C. Hanford Manufacturing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite G. C. Hanford Manufacturing Company, par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires de la compagnie, dans la province, est dans la cité de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. John E. Bishop, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

2531

## PROCLAMATION

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of AUGUST one thousand nine hundred and seven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that the TWENTY EIGHTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREBY FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SECOND day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2130

## ERRATUM.

In the resolution of the county council of Temiscouata, published the 10th of August instant, it must read : Ephrem Pelletier, mayor of the parish of Saint Louis du Ha! Ha! And the date should be entered before the signature of the secretary treasurer.

2578

## Government Notices

The Company "G. C. Hanford Manufacturing Company" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on the said G. C. Hanford Manufacturing Company, by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created under and in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities as are prescribed by the existing laws of this province.

Its chief place of business of the company, is in the city of Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services or proceedings instituted against it, is Mr. John E. Bishop, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

2532

LOI DES DIFFERENDS OUVRIERS DE  
QUEBEC.

(1, Ed. VII, chap. 31, sec. 3, art. 16).

Noms et adresses postales des associations et personnes ayant droit de voter pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les patrons comme membre du Conseil d'Arbitrage en matières étrangères aux chemins de fer.

J. S. Langlois & Cie, manufacturiers de chaussures, rue Charest, 156, Québec.  
The James Muir Co., boot and shoe manufacturers, rue Saint-Valier, 589, Québec.  
L'association des manufacturiers de chaussures de Québec, rue Saint-Valier, 445, Québec.  
J. A. Paquet, manufacturier de fourrures, Québec.  
P. Dugal & Matte, tanneurs et corroyeurs, rue Fleurie, 206, Québec.  
Tourigny & Marois, manufacturiers de chaussures, rue Arago, 12, Québec.  
A. Belanger, fonderie de Montmagny, Montmagny, P. Q.  
The Louis Gauthier Co., manufacturiers de chaussures, rue Charest, 77, Québec.  
D. Dion & Cie, manufacturiers de chaussures, rue de la Couronne, 158, Québec.  
Napoléon Barbeau, entrepreneur couvreur, 36, rue du Pont, Québec.  
La compagnie Ignace Bilodeau, rues Saint-Paul et des Fossés, Québec.  
A. Marois & Cie, entrepreneurs maçons, 109, rue Fleurie, Québec.  
François Parent, entrepreneur, 78, rue Saint-Dominique, Québec.  
Gignac, Béland & Cie, rue Lalemant, 60-68, Québec.  
J. H. Gignac, Ltée, rue de l'Eglise, 142, Québec.  
E. T. Nesbitt, menuiserie, rues Saint-Roch et de la Reine.  
Théodule Dorval, rue Saint Valier, 583, Québec.  
George Marchand, 122, rue Saint-André, Québec.  
Brunet & Samson, manufacturiers de chaussures, 166, rue Sainte-Hélène, Québec.  
F. Blouin, manufacturier de chaussures, 158, rue de la Couronne, Québec.  
F. X. Drolet, mécanicien, 77-83, rue Saint-Joseph, Québec.  
F. X. M. Clément, corroyeur, 175, rue Arago, Québec.  
The Dominion Corset Manufacturing Co., Québec.  
Thos Duchaine, manufacturier de chaussures, 5, rue de Varennes, Québec.  
Nazaire Fortier, tanneur et corroyeur, 521, rue Saint-Valier, Québec.  
Goulet & Garant, manufacturiers de chaussures, rue Saint Valier, Québec.  
B. Houde & Cie, 35, rue Sainte Claire, Québec.  
Jobin & Rochette, 35, rue Colomb, Québec.  
Elie Turgeon, tanneur et corroyeur, 423, rue Saint Valier, Québec.  
Victor Manufacturing Co., Québec.  
Lachance & Lachance, manufacturiers de chaussures, 80, rue Colomb, Québec.  
J. H. Laroche, Picher & Cie, manufacturiers, 533, rue Saint Valier, Québec.  
Luc Routhier, manufacturier de chaussures, 56-58, rue Colomb, Québec.  
F. Schryburt & Co., manufacturiers de chaussures, rues Colomb et Nelson, Québec.  
The Poirier Shoes Co., 558, rue Saint Valier, Québec.  
The John Ritchie Co., Ltd, 183, rue Sainte Hélène, Québec.  
Royal Paper Box, Co., rues Lalemant et Caron, Québec.  
Amyot Brewing Co., Ltd., rues Sauvageau et Colbert, Québec.  
Beauport Brewing Co., 17, rue Ramsay, Québec.

THE QUEBEC TRADE DISPUTES' ACT.

(1, Ed. VII, chap. 31, sect. 3, art. 16).

Names and postal addresses of organizations and persons entitled to vote for the selection of a member to be recommended by the employers as a member of the Council of Arbitration in matters foreign to railways.

Boswell & Bro., Ltd., 90-118, rue Saint Valier, Québec.  
Philippe Vallière, 152, rue Saint-Valier, Québec.  
A. Pion & Cie, Québec.  
Proteau & Carignan, Québec.  
Quebec Clothing Manufacturing Co., Québec.  
J. B. Laliberté, 145, rue Saint-Joseph, Québec.  
The Wm. A. Marsh Co., Saint Valier st., Québec.  
Miller & Lockwell, manufacturiers de cigares, 645, rue Saint-Valier, Québec.  
Parisian Corset Co., Québec.  
J. & S. Pouliot & Frère, 115, rue Arago, Québec.  
The Rock City Tobacco Co., Québec.  
J. Archer, entrepreneur, 105, rue Saint-Roch, Québec.  
Association des constructeurs de Québec, 63, rue Saint-Jean, Québec.  
Louis Boivin, 202, rue Richelieu, Québec.  
Emile Côté, 360, rue Richelieu, Québec.  
Alexander Cummings, 5 rue du Trésor, Québec.  
P. de Courcy, 16, rue du Pont, Québec.  
Ferd. DeVarennes, 36, rue Sainte-Claire, Québec.  
J.-Bte Jinchereau, 325, rue Richardson, Québec.  
P. A. Lamonde, 52, rue Saint-François, Québec.  
Louis Larose, 24, rue Plessis, Québec.  
Edouard Faquet, 16, rue Couillard, Québec.  
Pierre Parent, 86 rue Saint François, Québec.  
L. H. Peters, 70-74, rue Saint Valier, Québec.  
Walter Sharpe, 88, Saint Peter st., Québec.  
H. D. Barry, manufacturier de cigares, 155, rue d'Aiguillon, Québec.  
O. Chalifour, 126, rue Prince-Edouard, Québec.  
O. Picard & Fils, 199, rue Saint Jean, Québec.  
Vandry & Matte, 169, rue Saint Jean, Québec.  
Charles Vézina, 117-123, rue du Pont, Québec.  
C. H. Lepage, 127, rue du Pont, Québec.  
Eusèbe Picard, fondeur, 45, rue Ramsay, Québec.  
Terreau & Racine, 196-208, rue Saint Paul, Québec.  
Ross Rifle Co., Avenue Taché, Cove Fields, Québec.  
George Brousseau, ferblantier, 83, rue Saint Paul, Québec.  
C. Lenghan & Fils, 57-59, rue Sainte-Claire, Québec.  
The Imperial Landry, 52-56, rue Saint-Valier, Québec.  
Pfeiffer's Landry, 4-6, rue MacMahon, Québec.  
La Buanderie Victoria, 27, rue Tessier, Québec.  
Lucien Borne, manufacturier de cuir, Mastai, Québec.  
Arthur Pouliot & Cie, 139-141, rue Arago, Québec.  
Uldéric Cantin, manufacturier, 1136, rue Saint-Valier, Québec.  
Wilfrid Cantin, manufacturier, 51, rue Marie de l'Incarnation, Québec.  
J. A. Bélanger & Cie, marbrier, 272, rue Saint Joseph, Québec.  
Laforce & Frères, marbriers, 308½, rue Saint Joseph, Québec.  
J. A. Lefebvre, rues Desfossés et Saint Roch, Québec.  
M. Z. Maranda, marbrier, 1089, rue Saint Valier, Québec.  
The Bazin Manufacturing Co, 94, rue Arago, Québec.  
John M. Stobo, manufacturier de chaussures, 92, rue Arago, Québec.

- La Compagnie Gauthier & Frères, peintres, 290, rue Saint Joseph, Québec.  
 Bernard Leonard, painter, 53, St. John st., Québec.  
 Marchont Bros, painters, 146, St. John st., Québec.  
 Mariot & Tremblay, peintres, 71, rue du Pont, Québec.  
 J. M. Tardivel, peintre, 34, rue Desjardins, Québec.  
 Eugène Falardeau, couvreur, 308-318, rue de la Reine, Québec.  
 Clément & Marchand, 467-469, rue Saint Valier, Québec.  
 P. E. Falardeau & Cie, 224-228, rue Sainte Hélène, Québec.  
 J. Guay & Fils, 185, rue Sainte Hélène, Québec.  
 Francis Labrecque, 505-509, rue Saint Valier, Québec.  
 Joseph Laliberté, 501, rue Saint Valier, Québec.  
 J. H. D. Poliquin, 495, rue Saint Valier, Québec.  
 Albert Racine, 522r, rue Saint Valier, Québec.  
 Jos. Thivierge, 499, rue Saint Valier, Québec.  
 The Canadian Shoe Machinery Co. Ltd., 308, St. Joseph st., Québec.  
 Geo. T. Davie & Sons, iron works, &c., Lévis.  
 J. B. Blouin & Fils, manufacturiers de chaussures, Lévis.  
 Canadian Electric Light Co., Lévis.  
 Richelieu Woollen Mills, Chambly Canton, Québec.  
 The Laurentide Paper Company, Grand'Mère, P. Q.  
 The Canadian Rand Drill Company, Sherbrooke, P. Q.  
 The Standard Drain Pipe Company, Saint Johns, P. Q.  
 J. W. Hughes & Son, plumbing and heating, 367, Craig st., Montreal.  
 The Royal Shoe Co., Maisonneuve, Montreal.  
 Dominion Paper Company, Montreal.  
 The James McCready Co., DeLorimier, P. Q.  
 Canada Axe and Harvest Tool Manufacturing Co., Côte Saint Paul, P. Q.  
 The Royal Paper Mills Co., East Angus, P. Q.  
 The Edson Fitch Co., Etchemin, P. Q.  
 Granby Enamelware Works, Granby.  
 Granby Lest Manufacturing Co., Granby.  
 Granby Rubber Co., Granby.  
 The E. B. Eddy Co., Hull.  
 La Fonderie de Joliette, Joliette.  
 A. Gravel Lumber Co., Lévis.  
 The Laing Packing and Provision Co., Montreal.  
 Lake of the Woods Milling Co., Montreal.  
 Hector Lamontagne & Co., Montréal.  
 B. Ledoux & Co., Montréal.  
 The Laurie Engine and Machine Co., 1040, Sainte Catherine East st., Montreal.  
 The Ames Holden Co., Montreal.  
 The Beaver Oil Co., Montreal.  
 Beaver Rubber Clothing Co., Montreal.  
 John H. R. Molson & Bros., Montreal.  
 Montreal Carriage Leather Co., Montreal.  
 Montreal Cotton and Wool Waste Co., Montreal.  
 The Montreal Hardware Manufacturing Co., Montreal.  
 The Canadian Manufacturers' Association, Board of Trade Building, 323, Montreal.  
 Canada Sugar Refining Co., Montreal.  
 Canadian Colored Cotton Co., Montreal.  
 Canadian Rubber Co., Montreal.  
 Colonial Bleaching and Printing Co., Montreal.  
 The Thos. Davidson Manufacturing Co., Montreal.  
 De Laval Manufacturing Co., Montreal.  
 Dominion Bridge Co., Montreal.  
 Dominion Textile Co., Ltd., Montreal.  
 Forsyth Granite and Marble Co., 560, William st., Montreal.  
 Geo. R. Prowse, Montreal.  
 A. Ramsay & Sc Montreal.
- The Rolland Paper Co., Montreal.  
 Ash & Sewan, 95, rue Roy, Montreal.  
 John Allan, 2, Atwater Ave., Montreal.  
 Austin A. F. Bury, Merchants' Bank Building, Montreal.  
 Beekham & Scott, 715, Lagachetière vt., Montreal.  
 Babcock & Wilcox, 202, Saint James st., Montreal.  
 Bacon Bros., 377, Saint Paul st., Montreal.  
 Ballntyne, James, 159, Saint Antoine st., Montreal.  
 P. A. Brown, 119, Drummond st., Montreal.  
 Jos. Brunet, marbrier, Côte-des-Neiges, Montréal.  
 John A. Bulmer, P. O. Box 116, Montreal.  
 P. & J. O. Brunet, 611, rue Berri, Montréal.  
 Archibald P. Byers, 18, rue Saint Alexis, Montréal.  
 Arcand, J. N., 51, Beaver Hall Hill, Montréal.  
 Beaudouin, Frs., 217, rue Maisonneuve, Montréal.  
 A. C. Barber, 15, Berthelet st., Montreal.  
 Bonnell Brothers, 41, Coursols st., Montreal.  
 Alex. Bremner, 50, Bleury street, Montreal.  
 Hugh Cameron, 62, University street, Montreal.  
 The Ed. Cavanagh Co., 2547, Notre-Dame Street, Montreal.  
 T. Charpentier, 157, avenue Papineau, Montréal.  
 Thos. Douglas & Bro., 19, Saint Maurice street, Montreal.  
 The Philip Carey Mfg Co., Youville square, Montreal.  
 Amos Cowan, 294, Peel street, Montreal.  
 E. F. Dartwell, 180, Saint James street, Montreal.  
 C. G. H. Chamberland, peintre décorateur, 407, Saint-André, Montréal.  
 Jos. O. Deslauriers, 204, Saint-Jacques, Montreal.  
 Deguise & Lemay, 220, Mentana, Montréal.  
 Dominion Engineering and Construction Co., Sovereign Bank Building, Montreal.  
 A. N. Dubrule, 139, Coursol, Montréal.  
 G. Dumont, 358, Visitation, Montréal.  
 W. N. Desormeau, 203, Church ave., Verdun, Montreal.  
 Douglas Brothers, 19, Saint Maurice, Montreal.  
 E. Douville, 137b, Saint Urbain, Montréal.  
 Thomas Forde, Sainte Catherine and Bishop, Montreal.  
 Arthur Fournier, 186, avenue Colonial, Montréal.  
 Frank Fournier, 15, Cuthbert, Montréal.  
 Jos. Fabien, 494, Charlevoix, Montréal.  
 The Gart Co., 28, Craig West, Montreal.  
 J. B. Gratton, 82, avenue Mercier, Montreal.  
 Gray & Wighton, 7, Park avenue, Montreal.  
 G. A. Grier & Sons, 1102, Notre Dame West, Montreal.  
 J. & B. Grier, 1040, Notre Dame West, Montreal.  
 The Gurney Massey Co., 287, Saint Paul, Montreal.  
 John Grant, 703, Saint Lawrence, Montreal.  
 The William Grace Co., Coristine Building, Montreal.  
 J. A. Gordon, 301, Saint Antoine, Montreal.  
 J. J. Garland, 29, Saint James, Montreal.  
 John C. Hague, 830, Dorchester street, Montreal.  
 E. T. Houghton, 76, Sainte Famille, Montreal.  
 J. H. Hutchison, Bourget and Saint Ambrose, Montreal.  
 Francis Hyde & Co., 31, Wellington street, Montreal.  
 The J. W. Harris Co., 7, Saint Elizabeth, Montreal.  
 Wm. Hood & Son, 10, Richmond sq., Montreal.  
 Hussey Construction Co., 17, Place d'Armes Hill, Montreal.  
 H. R. Ives & Co., 117, Queen street, Montreal.  
 Warden King & Son, Limited, 151, Craig West, Montreal.

- P. Lyall & Sons, Board of Trade Building, Montreal.  
 Philip Lahee, Richmond and Saint James, Montreal.  
 D. G. Loomis & Sons, 232, McGill street, Montreal.  
 Robt. Lavars, 11, rue Prince Arthur, Montréal.  
 J. Legault & Co., 451, rue Richelieu, Montréal.  
 J. Lefebvre, 410, rue Saint-André, Montréal.  
 Jennings & Co., corner Wellington and Grey Nun, Montreal.  
 J. W. McGuire & Co., Notre Dame west, Montreal.  
 John McLean, 42, Crescent street, Montreal.  
 Wm. McNally & Son, 50, McGill street, Montreal.  
 James Maller, 220, rue Bleury, Montréal.  
 Miller Bros & Torns, 88-96, rue Dalhousie, Mont'l.  
 Montreal Lime Co., 31, Prénavau street, Mont'l.  
 Montreal Terr. Cotta Co., Board of Trade Building, Montreal.  
 T. A. Morrison & Co., 204, Saint James street, Montreal.  
 McDonald & Wilson, 2548, rue Sainte Catherine, Montréal.  
 J. A. Major, 154, Saint John street, Saint Henri, Montréal.  
 Montreal Rolling Mills, 2106, Notre Dame street, Montreal.  
 The Robert Mitchell & Co., Limited, Saint Henri, Montreal.  
 W. H. C. Mussen & Co., 293, Saint James street, Montreal.  
 Montreal Electric Co., 354, Saint James street, Montreal.  
 W. McArthur & Son, 380, Green avenue, Montreal.  
 James Morison, 207, Guy street, Montreal.  
 Alfred Mercure, 37, ruelle Saint André, Mont'l.  
 Jos. Marcotte, 565, rue Saint Antoine, Montréal.  
 P. McDermott, 116, Cathedral, Montréal.  
 D. McLennan, 223, Green avenue, Montreal.  
 Mount Royal Foundry Co., 110-11, Ann street, Montreal.  
 Metcalf Engineering Co., 80, rue Saint François Xavier, Montréal.  
 D. Mariotti, 269, rue Ottawa, Montréal.  
 D. McGill, 205, Saint James street, Montreal.  
 F. E. Maxwell, 163, Rieile Ave., Verdun, Montréal.  
 Murphy & Son, 582, Saint Catherine West, Montreal.  
 M. McCarthy, 61, McCord street, Montreal.  
 The Allan McIntosh Co., 107, Saint James street, Montreal.  
 Robert Neville, 24, Latour street, Montreal.  
 G. W. T. Nicholson, 205, Saint James street, Montreal.  
 J. B. Pauzé & Cie, 70, rue Saint Jacques, Montréal.  
 Robert Peel, 63, Shuter street, Montreal.  
 Paton, Laird & Gore, Ltd, 487½, Saint James st., Montreal.  
 F. C. Powell, 228, Ann street, Montreal.  
 U. A. Pauzé & Fils, rues Notre Dame et Saint Jean, Saint Henri, Montréal.  
 H. H. Pick, 108, Waverley Annex, Montreal.  
 Alfred Pion, 338, rue Marquette, Montréal.  
 Purves & Henderson, 274, rue Guy, Montréal.  
 J. A. Paré, 698, rue Sanguinet, Montréal.  
 L. E. Poirier, 198, rue Saint Hubert, Montréal.  
 W. E. Potter, 26, Saint Phillip street, Montreal.  
 Pedlar Roofing Co., 767, Craig street, Montreal.  
 Phoenix Bridge & Iron Works, 6, Shannon st., Montreal.  
 John Quinlan & Co., 4412, Sainte Catherine st., Montreal.  
 George Robert, 597, Lagauchetière st., Montreal.  
 Wm. Rutherford & Sons Co., 85, Atwater street, Montreal.  
 Stanislas Rochon, 491, rue Saint André, Mont'l.  
 Riddell & Co., 3, Hanover street, Montreal.  
 J. E. Robillard, 55, rue Saint François Xavier, Montréal.  
 Richardson, Simard & Co., 84, rue Prince Arthur, Montreal.  
 Richelieu & Ontario Navigation Co., Montreal.  
 Saint Lawrence Supply Co., Noreau and Ontario streets, Montreal.  
 Sayer Electric Co., 14, Beaver Hall Hill, Mont'l.  
 Shearer Brown & Wills, Ltd., 225, Saint Patrick street, Montreal.  
 W. P. Scott, 194, Peel street, Montreal.  
 Félix Sauvageau, 106, rue Saint Antoine, Mont'l.  
 David H. Scott, 2560, Sainte Catherine street, Montreal.  
 N. Simoneau, 583 Notre Dame West, Montreal.  
 Simpson & Peel, 8, rue Saint Philippe, Montréal.  
 Wm. Swan, 19, Desrivieres st., Montreal.  
 Standard Construction Co., 17, Place d'Armes, Montreal.  
 The Shawinigan Water & Power Co., Montreal.  
 John Stewart & Co., 159, Hillside Av., Westmount, Montreal.  
 Smith Marble & Construction Co., 290, Bleury st., Montreal.  
 W. P. Scott, 194, Peel st., Montreal.  
 Chris. Sonne, 78, Aylmer st., Montreal.  
 Sherwin William Co., 639, Centre st., Montreal.  
 T. T. State & Co., 55, Marcalfe st., Montreal.  
 The Singer Manufacturing Co., Montreal.  
 Joseph Touzin, 973, rue Cadieux, Montréal.  
 Chas Thackeray & Co., 242, Saint James st., Montreal.  
 Taylor, Forbes & Co., 122, Craig West, Montreal.  
 Philip Thomas, 246, Saint Hubert st., Montreal.  
 Jos. Thibeault, 410, Saint Jacques st., Montreal.  
 Arthur E. Wand, 527, Berri st., Montreal.  
 J. W. Wilson, 40, Lincoln Ave., Montreal.  
 John Withell, 96, Mackay st., Montreal.  
 Thos. Wand, 236, Laval Ave., Montreal.  
 A. Vaillancourt, 535, rue Saint André, Montréal.  
 H. Valentine, 399, Notre Dame West, Montreal.  
 Chas Walden, 121, Mansfield, Montreal.  
 M. Walsh & Co., 35, Vitré West, Montreal.  
 Wm. Ware & Sons, 41, Sainte-Geneviève, st., Montreal.  
 John Watson & Co., 4145, Sainte Catherine st., Montreal.  
 J. J. Fetit Clair, 3 Notre-Dame Est, Montréal.  
 Viau & Frère, Montréal.  
 The William Manufacturing Co., Montreal.  
 The Ogilvie Flour Mills Co., Montreal.  
 Canada Paper Co., Montreal.  
 Builders' Exchange of Montreal, 204, Saint James st., Montreal.  
 Paton Manufacturing Company of Sherbrooke, Montreal.  
 The Plessisville Foundry, Plessisville, P. Q.  
 J. Ford & Co., Portneuf Station, P. Q.  
 Dominion Carpet Co., Sherbrooke.  
 The Yenckes Machine Co., Sherbrooke.  
 Magog Woolten Mills, Sherbrooke.  
 Canadian Wollen Mills, Saint Hyacinthe.  
 Casavant Bros, Saint Hyacinthe.  
 J. A. & M. Côté, Saint Hyacinthe.  
 The Cortielli Silk Co., Saint Johns, P. Q.  
 Saint Johns Straw Works, Saint Johns, P. Q.  
 Gérard & Godin, Trois-Rivières.  
 Tebbut Bros., Three Rivers.  
 Victoriaville Furniture Manufacturing Co., Victoriaville.  
 Shipping Federation of Canada, 218, Board of Trade Building, Montreal.  
 The Standard Foundry Co., Longueuil, P. Q.  
 Penmans Limited, Saint Hyacinthe, P. Q.  
 Balcer Glove Leather Co., Three Rivers.  
 Alex. Baptiste, saw and planing mill, Three Rivers.  
 The Gros Falls Co., Three Rivers.  
 Saint Maurice Lumber Co., Three Rivers.  
 V. Burrell, saw mill, Three Rivers.  
 Union Bag and Paper Co., Three Rivers.  
 J. H. Dansereau, Trois-Rivières.  
 Saint Maurice Lumber Co., Batican, P. Q.

Noms et adresses postales des associations ayant droit de voter pour le choix de la personne qui doit être recommandée par les employés comme membre du Conseil d'Arbitrage en matières étrangères aux chemins de fer.

L'Union des ouvriers textiles No 1, Boîte 192, Hochelaga.  
 L'Union des ouvriers textiles No 2, Boîte 192, Hochelaga.  
 L'Union des ouvriers textiles No 3, Boîte 192, Hochelaga.  
 L'Union des ouvriers textiles No 4, Boîte 603, Magog, P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles No 5, 131, rue Saint Philippe, Saint Henri, Montréal.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 6, Boîte 603, Magog, P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 7, Boîte 192, Hochelaga.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 8, Boîte 7, Bellerive, Valleyfield.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 9, Boîte 792, Valleyfield.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 10, Boîte 792, Valleyfield.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 11, Boîte 603, Magog, P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 12, 9 Battenut, Saint Henri, Montréal.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 14, Boîte 45, Chambly canton.  
 L'Union des ouvriers textiles No 15, Boîte 192, Hochelaga.  
 L'Union des ouvriers textiles No 16, Montmorency village, P. Q.  
 L'Union des fleurs No 17, Montmorency village, P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 18, Boîte 580, Saint Hyacinthe.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 19, Boîte 603, Magog P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles No 20, Boîte 603, Magog, P. Q.  
 L'Union des ouvriers textiles, No 21, Boîte 192, Hochelaga.  
 Le Conseil Central National des Métiers et du Travail de Québec, Bourse du Travail, 692, rue Saint Valier, Québec.  
 Fraternité Nationale des Cordonniers-Machinistes, Québec.  
 Fraternité Nationale des Plombiers Couvreur, Québec.  
 Union Nationale des Longshoremen de Québec et district, Québec.  
 Union Nationale des Briquetiers, Plâtriers et Maçons, Québec.  
 Union Nationale Feuille d'Erable, Québec.  
 Union Nationale Secourable et Protectrice de Journaliers de Québec, Québec.  
 Union Nationale mixte No 54, de Saint Romuald, Québec.  
 Fraternité Nationale des Manœuvres, Québec.  
 Union Nationale des Employés de Tramway, Québec.  
 Union Nationale des Tanneurs - Corroyeurs, Québec.  
 Union Nationale des Conducteurs de Voitures, Québec.  
 Fraternité Nationale des Cordonniers Dayeurs, Québec.  
 Union Nationale des Employés de Brasseries, Québec.  
 Union Nationale No 1 des Boulangers, Québec.  
 Union Nationale des Longshoremen de Lévis et District, Québec.  
 Société des Journaliers de Navires, section No 5, Québec.  
 Union Nationale des Peintres, Québec.  
 Union Nationale des Maîtres Charretiers de Québec, Québec.  
 Union Protectrice des Monteurs, Québec.

Names and postal addresses of organizations entitled to vote for the selection of a member to be recommended by the employees as a member of the Council of Arbitration in matters foreign to railways.

Union Nationale des Charroyeurs de Charbon, Québec.  
 Union Nationale des Pâtisseries - Confiseurs, Québec.  
 Union Nationale des Ingénieurs - Mécaniciens, Québec.  
 Union Nationale des Charpentiers-Menusiers, Québec.  
 Conseil National des Métiers et du Travail de Montréal, 485, rue Saint Hubert, Montréal.  
 Fédération Canadienne des Cordonniers, No 1, rue Sainte Catherine-Est, 596, Montréal.  
 Fédération Canadienne des Cordonniers, No 2, rue Sainte Catherine-Est 596, Montréal.  
 Fédération Canadienne des Cordonniers, No 3, rue Sainte Catherine-Est 596, Montréal.  
 Fédération Canadienne des Cordonniers, No 4, rue Sainte Catherine-Est 596, Montréal.  
 Fédération Canadienne des Cordonniers, No 8, Drummondville, P. Q.  
 Hotel and Restaurant Employees National Association, 3 East Craig st., Montreal.  
 Cooks National Union No. 2, St. Félix st., 109, Montreal.  
 Fruit Pedlars National Union, 555, Frontenac st., Montreal.  
 Carpenters and Joiners National Union No. 4, 373, Papineau Ave., Montreal.  
 Plasterers National Union, 555, Wolfe st., Montreal.  
 Civic Employees National Union No. 1, 510, Champlain st., Montreal.  
 Civic Employees National Union No. 2, 67, Fullford st., Montreal.  
 Civic Employees National Union No. 3, 17, Saint Hubert street, Montreal.  
 Civic Employees National Union No. 4, 715, Fullum st., Montreal.  
 Propaganda National Labor Union, 176, Montcalm st., Montreal.  
 Carriage Workers National Union, 5, Leteng st., Villaray, Montreal.  
 Union Nationale des Boulangers No 2, 265a, rue Sainte Marguerite, Saint Henri, Montréal.  
 Quarrymen's National Union of Terrebonne, Terrebonne, P. Q.  
 Canadian Federation of Coopers, 269, Montcalm st., Montreal.  
 Le Conseil des Métiers et du Travail, 129, rue Saint Dominique, Montréal.  
 Union des Boulangers Anglais No 42, 119, rue Beaudoin, Saint Henri, Montréal.  
 Union des Forgerons No 250, 242, Saint James st., room 10, Montreal.  
 Union des Travailleurs en Cuivre, 78, rue Châteauguay, Pointe Saint Charles, Montréal.  
 Iron Moulders Union, 127, Chatham st., Montreal.  
 Machinists Union, Victoria Lodge, 242, Saint James street, Montreal.  
 L'Union des Boulangers, 251, rue Rivard, Montréal.  
 Union des Tailleurs à Façon, 660, rue Ontario Est, Montréal.  
 Union des Barbiers, 418, rue Champlain, Montréal.  
 Union des Cigariers, 239, rue Hôtel-de-Ville, Montréal.  
 Union des Pressiers, 103, rue Bleury, Montréal.  
 Typographical Union No. 176, P. O. Box 734, Montreal.  
 Union Typographique No 145, 828, rue Berri, Montréal.  
 Union des Tailleurs de Granit, 578, rue Champlain, Montréal.

- Plumbers Union No 144, Labor Temple, 129, Saint Dominique, Montréal.
- Unions des Plâtriers, Bourse du Travail, 129, Saint Dominique, Montréal.
- Union des Peintres, Bourse du Travail, 129, Saint Dominique, Montréal.
- Union des Repasseurs, Bourse du Travail, 129, Saint Dominique Montréal.
- Union des Couvreurs, 56, rue Préfontaine, Montréal.
- Painters Union, No. 359, 6 Beaver Hall square, Montreal.
- Bridge and Structural Iron Workmen, 2, Saint Remy street, Montreal
- Union des Voituriers, 112, rue Marie Anne, Montréal.
- Union des Débardeurs No 373, 201, rue Des Commissaires, Montréal.
- Union des Menuisiers, 840, De Montigny Est, Montréal.
- Union des Maçons No 1, Bourse du Travail, 129, rue Saint Dominique, Montréal.
- Electrical Workers Union, 311, Saint Hubert st, Montréal.
- Union des Briquetiers, Bourse du Travail, 129, rue Saint Dominique, Montréal.
- Union des Manceuvres en bâtiments, 127, rue Saint Dominique, Montréal.
- Union des Camionneurs, 142, rue Manufacture, Montréal.
- Union des Forgerons de Locomotives No 142, 242, Saint James st., room 10, Montreal.
- Union des Forgerons, 242, rue Saint Jacques, chambre 10, Montréal.
- Union des employés de théâtre, 276, rue Saint Charles Barromée, Montréal.
- Glass Bowers Union, 97, Plessis st., Montreal.
- Union des Wagonniers, 30, rue Harmonie, Montréal.
- Conseil conjoint des Cordonniers, 784, Sainte Catherine Est, Montréal.
- Union des Tailleurs en Cuir, 784, Sainte Catherine Est, Montréal.
- Union des Cordonniers No 216, 244, rue Beaudry, Montréal.
- Amalgamated Carpenters Union, 32 Donagana st., Montreal.
- Union des Cordonniers No 28, 784, Sainte Catherine Est, Montreal.
- Flint Glass Workers Union, 1032, Dorchester East, Montreal
- Union des Modeleurs, 1087, rue Marie-Anne, Montreal.
- Union des Charpentiers-Menuisiers No 1545 de Fraserville, Rivière du Loup Station, P. Q.
- Conseil de District des Charpentiers-menuisiers, 129, rue Saint Dominique, Montréal.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 1744, Box 42, Grand'Mère, P. Q.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 933, L'Ange-Gardien, Montmorency, P. Q.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 332, Magog, P. Q.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 134, 737, rue Saint André, Montréal.
- Fraternité des Charpentiers de Navires No 178, 95, rue Christophe, Montréal.
- Fraternité des Charpentiers No 1127, 665, rue Berri, Montréal.
- Fraternité des Charpentiers No 1244, 353, rue Herbinia road, Montreal.
- Fraternité des Charpentiers No 1270, 122, St. Edward st., Montreal.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 1775, Shawinigan Falls, P. Q.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 761, Sofel, P. Q.
- Fraternité des Charpentiers-Menuisiers No 1584, Sainte Anne de Bellévue, P. Q.
- Fraternité des charpentiers-menuisiers, No 108, Box 413, Saint Hyacinthe, P. Q.
- Fraternité des charpentiers-menuisiers No 1160 de Saint Jean, Saint Johns, P. Q.
- Fraternité des charpentiers-menuisiers No 1793, 260, rue Notre-Dame, Trois-Rivières.
- Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, 248, rue Saint Valier, Québec.
- Fraternité Unie des charpentiers-menuisiers No 730, 128, rue Latourrelle, Québec.
- Union des Maçons-Briquetiers No 4 de Beauport, Beauport.
- Union des Maçons-Briquetiers No 5, 170, rue de la Couronne, Québec.
- Union Internationale des Manceuvres No 229, Beauport.
- Union des Tailleurs de Pierre, Branche de Québec, 172, rue Bagot, Québec.
- Union Internationale des Cigariers, 18, rue Plessis, Québec.
- Union Typographique No 302, P. O. Box 263, Québec.
- Union Fédéré des Facteurs, 236, rue Saint Jean, Québec.
- Union Internationale des Pressiers No 152, 57, rue Sainte Cécile, Québec.

FELIX MAROIS,  
Greffier des Conseils de  
Conciliation et d'Arbitrage.

Département des Travaux Publics  
et du Travail.  
Québec, 12 août 1907. 2543

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET  
DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour la fermeture d'une route dans  
Saint-Donat, comté de Rimouski.

Attendu que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Donat, dans le comté de Rimouski, demande la permission de fermer la partie de la route connue sous le nom de "Route des Sept Lacs", traversant en diagonale les lots Nos 336 et 337, du cadastre officiel de Saint-Donat, dans le rang VIII, de la seigneurie de Thivierge (rang 5, de la municipalité de Saint-Donat), et aboutissant au premier rang du canton Fleuriault, dans la ligne séparative des paroisses de Saint-Donat et de Saint-Gabriel, la dite demande ayant été déposée dans les archives du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, sous les numéros 10398 et 12429, des lettres reçues pour l'année 1906.

Attendu que le dit conseil municipal est en voie

FELIX MAROIS,  
Clerk of Councils of Conciliation  
and of Arbitration.

Department of Public Works,  
and Labour.  
Quebec. 12th August, 1907. 2544

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND  
FISHERIES.

Order for the closing of a road in Saint-Donat,  
county of Rimouski

Whereas the municipal council of the parish of Saint-Donat, in the county of Rimouski, ask, from the government, the permission to close the part of the road known as the "Route des Sept Lacs," crossing diagonally lots Nos. 336 and 337, of the official cadastre of Saint-Donat in the 8th range of the seigniorie of Thivierge (range 5, of the municipality of Saint-Donat), and ending at the first range of the township of Fleuriault, in the line dividing the parishes of Saint-Donat and Saint-Gabriel, the said petition having been deposited in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the numbers 10398 and 12429, of the letters received for the year 1906.

Whereas the said municipal council is about to

de pourvoir au remplacement de la dite route par l'ouverture d'une autre route passant sur un terrain solide dans la ligne des lots Nos 335 et 336.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande, et qu'en vertu de l'article 1717, section 9, chapitre 7, des Statuts Refondus de la Province de Québec, tels qu'amendés par 5 Édouard VII, chapitre 12, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du ministre de la colonisation des mines et pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés, sauf le concours du conseil du comté (Art. 762a C. M.)

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Donat, en ma qualité de ministre de la colonisation, des mines et pêcheries, j'autorise la fermeture de la route ci-dessus mentionnée, et ordonne que les terrains qu'elle occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

JEAN PREVOST,  
Ministre de la Colonisation,  
des Mines et des Pêcheries.

Québec, 10 août 1907. 2563

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six juillet 1907, constituant en corporation MM. Thomas Eugène Savard, négociant, Dame Flavie Racine, veuve de feu Madoc Martin, rentière, David Maltais, notaire, Elzéar Lévesque, avocat, Louis de Gonzague Belley, avocat, tous de la ville de Chicoutimi, dans le but de publier un ou des journaux, papiers-nouvelles dans les comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Saguenay et dans tout endroit de la province de Québec, imprimer des journaux papier-nouvelles dans les dits endroits, des brochures, livres, documents et tout autre document; faire toutes espèces d'impression, lithographie; faire le commerce de librairie, de papeterie dans les dits endroits; acquérir des meubles et immeubles nécessaires à l'obtention de l'objet pour lequel l'incorporation est demandée, sous le nom de "La Compagnie de Publicité de Chicoutimi", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour d'août 1907. †

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

2533

#### AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au Département des Terres et Forêts, Québec, le 3 septembre 1907 et jours suivants, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,  
Sous-ministre.

Département des Terres et Forêts. 2493.2

Avis est par e présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par François Xavier Alphonse Boisseau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en les cité et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Joseph Philias Bazinet, en son vivant notaire public, pratiquant en les cité et district de Saint-Hyacinthe, ainsi que les minutes, répertoire et index de Hilaire Renaud Blanchard, en son vivant notaire public, pratiquant au même lieu, dont le dit J. P. Bazinet, était cessionnaire en vertu d'un arrêté en conseil, en date du cinq novembre 1901, conformément aux dispositions du code du notariat.

JOS. BOIVIN,  
Sous-secrétaire de la province

2281.4

provide for the replacing of this road by the opening of another road passing on solid ground in the line of the lots Nos. 335 and 336.

Whereas there is reason to grant the said request, and whereas in virtue of article 1717, section 9, chapter 7, of the revised statutes of the province of Québec, as amended by 5 Ed. VII, chapter 12, this road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, government moneys having been spent on it, without the consent of the county council (art. 762a, M. C.)

Therefore, in compliance with the desire of the municipal council of the parish of Saint-Donat, in my quality of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, I do authorize the closing of the road herein above mentioned, and order that the lots which it covers revert to their former proprietors or to their successors.

JEAN PREVOST,  
Minister of Colonization,  
Mines and Fisheries.

Quebec, 10th August, 1907. 2564

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty sixth day of July, 1907, incorporating Messrs. Thomas Eugène Savard, trader, Dame Flavie Racine, widow of the late Madoc Martin, gentleman, David Maltais, notary, Elzéar Lévesque, advocate, Louis de Gonzague Belley, advocate, all of the town of Chicoutimi, for the purpose of publishing one or more journals newspapers in the counties of Chicoutimi, Lac Saint Jean and Saguenay and on every place in the province of Québec, of printing journal newspapers in the said places, pamphlets, books, documents and every other document, of doing all kinds of printing, lithography, of doing the business of book selling and stationery in the said places, of acquiring the moveable or immovable property necessary to the carrying out of the purposes for which is incorporation is asked, under the name of "La Compagnie de Publicité de Chicoutimi," with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary, this seventh day of August, 1907.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

2534

#### NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Québec shall meet at the Department of Lands and Forests, Québec, on the 3rd September, 1907 and following days, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining a license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,  
Deputy Minister.

Department of Lands and Forests. 2494

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by François Xavier Alphonse Boisseau, esquire, notary public, practising and residing in the city and district of Saint-Hyacinthe, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Joseph Philias Bazinet, in his lifetime notary public, of the city and district of Saint-Hyacinthe, as also of the minutes, repertory and index of Hilaire Renaud Blanchard, in his lifetime notary public, practising at the same place, of which the said J. P. Bazinet was transferee in virtue of an order in council, dated the fifth of November, 1901, pursuant to the provisions of the notarial code.

JOS. BOIVIN,  
Deputy Provincial Secretary.

2282

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2395

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la cons-

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2396

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road; Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a

truction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen d'un bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphie, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2397 Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que "L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montreal" fera application à la prochaine session de la législature de Québec, pour obtenir des pouvoirs plus amples et demandera à ce que les employés de la "Compagnie du chemin de fer du Terminal" forment partie de l'Association, et à ce qu'il soit donné de plus amples pouvoirs au bureau d'administration.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 7 août 1907. 2499.2

### Avis Divers

Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe. } Cour Supérieure.  
No 86.

Régina Morin, de la paroisse de Saint-Simon, dit district, épouse de Octave Beauchamp, commerçante, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Octave Beauchamp, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le neuf août courant.

BEUPARLANT & MARIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 12 août 1907. 2555

House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2398 Clerk of the Legislative Assembly.

### Application to the Legislature

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association" shall apply for further powers and ask that the employees of the "Montreal Terminal Railway Company" be allowed to form part of the association, and that the board of management be given further powers.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 7th August, 1907. 2500

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec,  
District of Saint-Hyacinthe. } Superior Court.  
No. 86

Régina Morin, of the parish of Saint Simon, said district, wife of Octave Beauchamp, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs

The said Octave Beauchamp, Defendant.  
An act on for separation as to property has been instituted in this case on the ninth of August instant.

BEUPARLANT & MARIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint-Hyacinthe, 12th August, 1907. 2556

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Ellen Ryan, de Montréal, épouse de James McCormack, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens d'avec son mari.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,  
Procureurs de Dame Mary E. Ryan.  
Montréal, 17 août 1907. 2573

Dame Arsélie Bordeleau a intenté une action en séparation de biens contre Adélarde Mongrain, journalier, tous deux de Saint-Séverin, à la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières.

ARTHUR BELIVEAU,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 14 août 1907. 2575

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, de la ville de Saint-Louis, dit district, épouse commune en biens de Alfred Boire, menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 août 1907. 2495.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2405.

Dame Paulina Silberman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Herman Stein, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Herman Stein, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la susdite cause.

LOUIS S. MARGOLESE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 24 juillet 1907. 2421.3

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 261.

Dame Bernadette Laframboise, du village de Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, épouse commune en biens de Ernest Bouvrette, ferblantier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

ETHIER & LALANDE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sainte-Scholastique, 4 juillet 1907. 2401.3

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 4817.

Dame Marie Rosilda Blanchard, épouse commune en biens d'Aristide Prudhomme, commerçant, tous deux de la cité de Sorel, district de Richelieu, Demanderesse ;

vs  
Le dit Aristide Prudhomme Défendeur.  
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

G. E. MATHIEU,  
Avocat de la demanderesse.  
Sorel, 15 juillet 1907. 2245.5

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 78.

Armeline Girard, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Jules Raymond, entrepreneur, du même lieu.

LUSSIER, GENDRON & ROY,  
Avocats de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 11 juillet 1907. 2327.4

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mary Ellen Ryan, wife of James McCormack, both of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

ANGERS, DELORIMIER & GODIN,  
Attorneys for Dame Mary E. Ryan.  
Montreal, 17th August, 1907. 2574

Dame Arsélie Bordeleau has instituted an action en séparation de biens against Adélarde Mongrain, laborer, both of Saint Séverin, in the superior court for the district of Three Rivers.

ARTHUR BELIVEAU,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 14th August, 1907. 2576

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 314.

Dame Albina Lemaitre dit Augé, of the town of Saint Lewis, sa'd district, wife common as to property of Alfred Boire, joiner, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Attorneys of the plaintiff.  
Montreal 7th August, 1907. 2496

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2405.

Dame Paulina Silberman, of the city and district of Montreal, wife common to the property of Herman Stein, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs  
The said Herman Stein, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted in the above case.

LOUIS S. MARGOLESE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 24th July, 1907. 2422

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 261.

Dame Bernadette Laframboise, of the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, wife common as to property of Ernest Bouvrette, tinman, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

ETHIER & LALANDE,  
Attorneys for the plaintiff.  
Sainte-Scholastique, 4th July, 1907. 2402

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 4817.

Dame Marie Rosilda Blanchard, wife common as to property of Aristide Prudhomme, trader, both of the city of Sorel, district of Richelieu, Plaintiff ;

vs  
The said Aristide Prudhomme, Defendant.  
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defendant.

G. E. MATHIEU,  
Attorney for Plaintiff.  
Sorel, 15th July, 1907. 2246

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 78.

Armeline Girard, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Jules Raymond, undertaker, of the same place.

LUSSIER, GENDRON & ROY,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Hyacinthe, 11th July, 1907. 2328

Province de Québec, }  
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3251.  
 Dame Eméliana St. Denis, de la cité et du district  
 de Montréal, épouse commune en biens de  
 Camille Bertrand, du même lieu, et dûment au-  
 torisée à ester en justice, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Camille Bertrand, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été intentée,  
 ce jour, dans la présente cause.  
 BEAUREGARD, RAINVILLE  
 & ST. JULIEN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 30 juillet 1907. 2479.2

Province de Québec, }  
 District of Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 602.  
 Dame Eugénie Proteau, épouse de sieur Athanase  
 Elzéar Poirier alias Joseph A. Poirier, de la cité  
 de Québec, journalier, Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Athanase Elzéar Poirier, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le 18ème jour de juillet 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 8 août 1907. 2515.2

PROVINCE DE QUÉBEC.  
 MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE  
 TEMISCOUATA.

Aux habitants des municipalités des paroisses de  
 Notre-Dame du Lac, de Saint-Louis du Ha ! Ha !  
 et de la paroisse canonique et civile de Saint-  
 Mathias de Cabano.

Avis public est par le présent donné par le sous-  
 signé, Félix Alonzo Talbot, secrétaire-trésorier, de  
 la susdite municipalité ; que le conseil de la munici-  
 palité du comté de Témiscouata, à sa session  
 générale tenue à l'Isle-Verte, au palais de justice,  
 lieu ordinaire des sessions de ce conseil de comté,  
 mercredi, le douzième jour de juin mil neuf cent  
 sept, à dix heures de l'avant-midi, conformément  
 aux dispositions du code municipal de la province  
 de Québec, à laquelle session sont présents : M. le  
 préfet Willie Leclerc, maire de la paroisse des Trois  
 Pistoles, et les conseillers suivants : MM. Arthur  
 Marquis, maire de la paroisse de Cacouna, Edouard  
 Côté, maire du village de Cacouna, Calixte Michaud,  
 maire de la paroisse de l'Isle Verte, Cirice Godbout,  
 maire de la paroisse de Saint-Eloi, Edouard Caron,  
 maire de la paroisse de Saint Paul de la Croix,  
 Thomas Gagnon, maire de la paroisse de la Rivière  
 du Loup, William Marquis, maire de la paroisse de  
 Saint-Epiphanie, François April, maire de la paroisse  
 de Saint-Hubert, George Levasseur, maire de la  
 paroisse de Saint Modeste, François Dionne, maire  
 de la paroisse de Notre-Dame du Portage, Eucha-  
 riste Bélanger, maire de la paroisse de Saint-  
 Antonin, George Plourde, maire de la paroisse de  
 Notre-Dame du Lac, Ephrem Pelletier, maire de la  
 paroisse de Saint-Louis du Ha ! Ha ! Charles Caron,  
 maire du canton Hocquart, George April, maire de  
 la paroisse de Saint-Clément, Stanislas Roy, maire de  
 la paroisse de Saint-Arsène, Hermias Lapointe, maire  
 de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, et God-  
 froid Morin, maire du canton Armand, formant un  
 quorum du conseil, sous la présidence de M. le  
 préfet, a passé la résolution suivante :

M. Ephrem Pelletier propose, secondé par M.  
 Arthur Marquis :

Attendu que le révérend M. Ernest Gagnon, M.  
 Donald Fraser & Fils, et autres, propriétaires ou  
 occupants de terres ou lots situés en la paroisse  
 canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano,  
 dans le dit comté de Témiscouata, ont, par leur

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3251.  
 Mrs. Eméliana St. Denis, of the city and district of  
 Montreal, wife common as to property of Camille  
 Bertrand, of the same place, and duly authorized  
 à ester en justice, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Camille Bertrand, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted, this day, in the above case.  
 BEAUREGARD, RAINVILLE  
 & ST. JULIEN,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 Montreal, 30th July, 1907. 2480

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court*  
 No. 602.  
 Dame Eugénie Proteau, wife of Mr. Athanase E'zéar  
 Poirier alias Joseph A. Poirier, of the city of  
 Quebec, laborer, Plaintiff ;  
 vs  
 The said Athanase E'zéar Poirier, Defendant.  
 An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, on the 18th day of July,  
 1907.

TURGEON, ROY & LANGLAIS,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Quebec, 8th August, 1907. 2516

PROVINCE OF QUEBEC.  
 MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF  
 TEMISCOUATA.

To the inhabitants of the municipalities of the  
 parishes of Notre Dame du Lac, of Saint Louis  
 du Ha ! Ha ! and of the canonical and civil parish  
 of Saint Mathias de Cabano.

Public notice is hereby given by the undersigned,  
 Félix Alonzo Talbot, secretary treasurer of the  
 above named municipality ; that the council of the  
 municipality of the county of Témiscouata, at its  
 general session held at l'Isle Verte, at the court  
 house, the ordinary place of sessions of this county  
 council, Wednesday, the twelfth day of June, one  
 thousand nine hundred and seven, at ten of the  
 clock in the forenoon, pursuant to the provisions of  
 the municipal code of the province of Quebec, at  
 which session were present : the warden, Mr. Willie  
 Leclerc, mayor of the parish of Trois Pistoles, and  
 the following councillors : Messrs. Arthur Marquis,  
 mayor of the parish of Cacouna, Edouard Côté,  
 mayor of the village of Cacouna, Calixte Michaud,  
 mayor of the parish of l'Isle Verte, Cirice Godbout,  
 mayor of the parish of Saint Eloi, Edouard Caron,  
 mayor of the parish of Saint Paul de la Croix,  
 Thomas Gagnon, mayor of the parish of Rivière du  
 Loup, William Marquis, mayor of the parish of  
 Saint Epiphane, François April, mayor of the  
 parish of Saint Hubert, George Levasseur,  
 mayor of the parish of Saint Modeste,  
 François Dionne, mayor of the parish of Notre  
 Dame du Portage, Euchariste Belanger, mayor of  
 the parish of Saint Antonin, George Plourde,  
 mayor of the parish of Notre Dame du Lac,  
 Ephrem Pelletier, mayor of the parish of Saint  
 Louis du Ha ! Ha ! Charles Caron, mayor of the  
 township of Hocquart, George April, mayor of the  
 parish of Saint Clement, Stanislas Roy, mayor of  
 the parish of Saint Arsené, Hermias Lapointe,  
 mayor of the parish of Sainte Rose du Dégélé, and  
 Godfroid Morin, mayor of the township of Armand,  
 forming a quorum of the council, the warden  
 presiding, passed the following resolution :

Mr. Ephrem Pelletier moved, seconded by Mr.  
 Arthur Marquis :

Whereas the reverend Mr. Ernest Gagnon, Mr.  
 Donald Fraser & Son, and others, owners or oc-  
 cupants of farms or lots situate in the canonical  
 and civil parish of Saint Mathias de Cabano, in the  
 said county of Témiscouata, have, by their peti-

requête, en date du 20 février 1907, soumise à ce conseil, à sa session du 13 mars 1907, demandé que ce conseil de comté adoptât les procédés voulus par la loi, pour ériger en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano", tout ce territoire compris dans les limites actuelles de la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano ;

Attendu que ce conseil ayant pris cette requête en considération, a autorisé le secrétaire-trésorier de ce conseil à donner les avis publics requis par la loi, et qu'il est constaté que ces avis ont été donnés et publiés tels que voulu par la loi ;

Attendu que la susdite paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano contient une population de trois cents âmes et plus, et qu'il reste dans les municipalités des paroisses de Notre-Dame du Lac et de Saint-Louis du Ha ! Ha ! dont la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano a été en partie détachée, une population d'au moins trois cents âmes ;

Attendu que le dit conseil, après avoir entendu les parties intéressées et avoir mûrement délibéré, est d'avis qu'il est juste, équitable et pour l'avantage de toutes les parties intéressées de faire droit à la dite requête ;

Et attendu que toutes les formalités requises par la loi, en pareil cas, ont été remplies, qu'il soit résolu, en conséquence :

1° Que le conseil municipal du comté de Témiscouata, par la présente résolution, érige, pour les fins d'administration municipale, la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, qui est entièrement située dans le comté de Témiscouata, (contient une population de trois cents âmes et plus, tel que susdit), et qui a été constituée en paroisse canonique et civile, en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano," avec les mêmes bornes et limites que celles de la paroisse canonique et civile de Saint-Mathias de Cabano, telles que décrites dans la proclamation de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, sir L. A. Jetté, en date du 19ème jour de novembre 1906, publiée dans la *Gazette Officielle* de la province de Québec du 24ème jour de novembre 1906.

2° Que les parties de la dite municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano qui formaient, jusqu'ici, partie des municipalités locales des paroisses de Notre-Dame du Lac et de Saint-Louis du Ha ! Ha ! et de parties de territoires non encore organisés, situés en ce comté, en soient dorénavant détachées.

3° Que tous les frais relatifs à l'érection de cette nouvelle municipalité de paroisse, notamment les frais se rapportant à la requête susmentionnée, du révérend M. Ernest Gagnon et autres, en date du 20 février 1907, et à la requête du révérend M. M. U. T. Dumas, en date du 11 février 1905, soient payés par le conseil municipal de la nouvelle municipalité de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, aussitôt que le dit conseil municipal sera organisé.

4° Que copie de la présente résolution, avec tous les documents nécessaires, soient transmis au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation.

Adopté.

Et que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, le deux août courant (2 août 1907).

Donné à Cacouans, ce 5e jour d'août mil neuf cent sept.

(Signé) F. A. TALBOT,  
Secrétaire-trésorier C. M. C. T.

(Vraie copie),

F. A. TALBOT,  
Secrétaire-trésorier C. M. C. T. 2487

tion, dated the 20th February, 1907, submitted to this council, at its session of the 13th March, 1907, requested that this county council do adopt the proceedings required by law, to erect into a separate municipality under the name of the "Municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano", all the territory comprised in the present limits of the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano.

Whereas this council having taken this petition into consideration, has authorized the secretary-treasurer of this council to give the public notices required by law, and that it is established that these notices have been given and published as required by law ;

Whereas the said canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano contains a population of three hundred souls and more, and that there remains in the municipalities of the parishes of Notre-Dame du Lac and of Saint-Louis de Ha ! Ha ! from which the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano has been in part detached, a population of at least three hundred souls ;

Whereas the said council, after having heard the parties interested and maturely deliberated, considers that it is just, equitable and to the advantage of all the parties interested to grant the said petition ;

And whereas all the formalities required by law, in such case, have been fulfilled, that it be resolved in consequence :

1. That the municipal council of the county of Témiscouata, by the present resolution, erects, for the purposes of municipal administration, the parish of Saint Mathias de Cabano, which is entirely situated in the county of Témiscouata (contains a population of three hundred souls and more as above stated), and which has been constituted a canonical and civil parish, into a separate municipality under the name of the "Municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano", with the same bounds and limits as those of the canonical and civil parish of Saint Mathias de Cabano, as described in the proclamation of His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, Sir L. A. Jetté, dated the 19th day of November, 1906, published in the *Official Gazette* of the province of Quebec, on the 24th day of November, 1906.

2. That the parts of the said municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano, which heretofore formed parts of the local municipalities of the parishes of Notre Dame du Lac and of Saint Louis du Ha ! Ha ! and the parts of the territories not yet organized, situate in this county, be detached from it for the future.

3. That all the costs in connection with the erection of this new parish municipality, particularly the costs of the above mentioned petition of the reverend Mr. Ernest Gagnon and others, dated the 20th February, 1907, and of the petition of the reverend Mr. M. U. T. Dumas, dated the 11th of February, 1905, be paid by the municipal council of the new municipality of the parish of Saint Mathias de Cabano, so soon as the said municipal council shall be organized.

4 That a copy of the present resolution with all necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in council, for approved.

Adopted.

And that the said resolution has been approved by His Honor the Lieutenant Governor in council, on the second day of August instant (2nd August, 1907).

Given at Cacouns, this 5th day of August, nineteen hundred and seven.

(Signed) F. A. TALBOT,  
Secretary treasurer M. C. C. T.

(True copy),

T. A. TALBOT,  
Secretary treasurer M. C. C. T. 2488

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Marc Aurel Bernier & Cie, marchands de  
 vins, des cité et district de Montréal,  
 Insolvable ;

et

F. X. Gagnon, comptable, des cité et district de  
 Montréal, Requéant.

Avis est par les présentes donné que les dits débi-  
 teurs insolvable ont fait, ce jour, un abandon judi-  
 ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créan-  
 ciers, au bureau du protonotaire de la cour supé-  
 rieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit  
 district.

CHARTRAND &amp; TURGEON,

Sub. gardiens provisoires.

55, rue St-Frs. Xavier, Montréal.

Montréal, 9 août 1907.

2525

*In re* J. I. Garneau, Lévis, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé, et sera sujet aux contestations jus-  
 qu'au trente août 1907, après lequel le dividende  
 sera payable à mon bureau.

ALFRED LEMIEUX,

Curateur.

Lévis, 13 août 1907.

2547

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

*In re* Alfred Ricard, épiciier, Shawinigan Falls,  
 Failli.

Avis est donné que le 8 août 1907, par une  
 ordonnance de la cour, le soussigné a été nommé  
 curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être pro-  
 duites dans les trente jours de cet avis.

WILFRID DAMPHOUSSE,

Curateur.

Grand'Mère, 9 août 1907.

2545

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Fortier Frères, Montréal,  
 Insolvable.

Avis est donné que, le 9e jour d'août 1907,  
 par ordre de la cour, nous avons été nommés cur-  
 teurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui  
 ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et  
 effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
 être produites entre nos mains dans les trente jours  
 de cet avis.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand &amp; Turgeon,

55, rue Saint François-Xavier, Montréal. 2521

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de N. Z. Cordeau, Demandeur ;  
 vs

Dame C. Sauvé, modiste, de la cité de Montréal,  
 Défenderesse ;

Avis est par les présentes donné que, par ordre  
 de cette cour, le 12e jour d'août 1907, j'ai été  
 nommé curateur aux biens de la dite faillie, qui  
 en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de  
 ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon  
 bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la  
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

Montréal, 12 août 1907.

2559

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Marc Aurel Bernier & Cie, wine merchants,  
 of the city and district of Montreal,  
 Insolvent ;

et

F. X. Gagnon, accountant, of the city and district of  
 Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent  
 debtors have, this day, made a judicial assignment of  
 all his property for the benefit of their creditors, at  
 the office of the prothonotary of the superior court  
 for the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND &amp; TURGEON,

Sub. provisional guardians.

55, St. Frs. Xavier street, Montreal.

Montreal, 9th August, 1907.

2526

*In re* J. I. Garneau, of Lévis, Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared, and  
 will be opened to objection until the thirtieth  
 August, 1907, after which dividend will be paid at  
 my office.

ALFRED LEMIEUX,

Curator.

Lévis, 13th August, 1907.

2548

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

*In re* Alfred Ricard, grocer, Shawinigan Falls,  
 Insolvent.

Notice is given that the 8th August, 1907, by an  
 order of the court, the undersigned has been ap-  
 pointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed within 30 days from  
 this notice.

WILFRID DAMPHOUSSE,

Curator.

Grand'Mère, 9th August, 1907.

2546

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*

In the matter of Fortin Frères, Montreal,  
 Insolvents.

Notice is given that, on the 9th day of August,  
 1907, by order of the court, we were appointed  
 joint curators to the estate of the above named,  
 who have made a judicial abandonment of all their  
 assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at our office within  
 thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,

P. L. TURGEON,

Joint curators.

Office of Chartrand &amp; Turgeon,

55, Saint François Xavier street, Montreal. 2522

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of N. Z. Cordeau, Plaintiff ;  
 vs

Dame C. Sauvé, milliner, of the city of Montreal,  
 Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,  
 I was, on the 12th day of August, 1907, appointed  
 curator to the estate of the said insolvent, who has  
 made a judicial abandonment for the benefit of her  
 creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days  
 to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.

Montreal, 12th August, 1907.

2560

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 16.

Dame Marie Perron,  
Créancière, requérant-cession ;

vs.

Octave Beauchamp, commerçant, de la paroisse de  
Saint-Simon. Débiteur, insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur  
a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
protonotaire de la cour supérieure à Saint-Hya-  
cinthe.

BEAUPARLANT & MARIN,  
Procureurs du gardien provisoire.  
Saint-Hyacinthe, 8 août 1907. 2557

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 31.

Dans l'affaire de Joseph Caron. Failli ;  
et

J. M. Marcotte, Curateur.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'au 29e jour d'août 1907, après laquelle date  
les dividendes seront payables à mon bureau, No  
107, Saint-Jacques.

J. M. MARCOTTE,  
Curateur.  
Montréal, 14 août 1907. 2551

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 138.

Dans l'affaire de J. J. Villeneuve, Sainte-Agathe,  
Québec. Failli.  
Avis est par le présent donné que, le 9e jour  
d'août 1907, par ordre de la cour supérieure, le  
sousigné a été nommé curateur des biens du susdit  
failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le  
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment,  
doivent être déposées entre mes mains sous 30  
jours de la date de cet avis.

A. LAMARCHE,  
Curateur.  
Bâtisse Assurance Royal,  
No 2, Place d'Armes.  
Montréal, 14 août 1907. 2565

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Jos. Leduc & Cie, hôtelier, des cité et district de  
Montréal. Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le susdit  
failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses  
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau  
du protonotaire de la cour supérieure pour le district  
de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub. gardiens provisoires.  
Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint-François-Xavier. 2523  
Montréal, 9 août, 1907.

District de Québec.

L. Cléophas Dumais, de Limoilou, peintre et  
commerçant, a, le 13 août 1907, fait cession de ses  
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
protonotaire de la cour supérieure du district de  
Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.  
Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 14 août 1907. 2567

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 16.

Dame Marie Perron,  
Creditor, petitioner for assignment ;

vs.

Octave Beauchamp, of the parish of Saint Simon,  
trader, Debtor, insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has,  
this day, made a judicial abandonment of his estate  
for the benefit of his creditors, at the office of the  
prothonotary of the superior court at Saint Hya-  
cinthe.

BEAUPARLANT & MARIN,  
Attorneys for provisional guardian.  
Saint Hyacinth, 8th August, 1907. 2558

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 31.

In the matter of Joseph Caron, Insolvent ;  
and

J. M. Marcotte, Curator.  
A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter, subject to objection until the 29th  
day of August, 1907, after which date the dividends  
are payable at my office, No. 107, Saint Jacques.

J. M. MARCOTTE,  
Curator.  
Montreal, 14th August, 1907. 2552

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No 138.

In the matter of J. J. Villeneuve, Sainte Agathe,  
Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 9th day of  
August, 1907, by an order of the superior court,  
the undersigned has been appointed curator to the  
estate of the above named insolvent, who has made  
a judicial abandonment of his property for the  
benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office within  
30 days from this notice.

A. LAMARCHE,  
Curator.  
Royal Assurance Building,  
No. 2, Place d'Armes.  
Montreal, 14th August, 1907. 2566

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Jos. Leduc & Co., hotelkeeper, of the city  
and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent  
has, this day, made a judicial assignment of all his  
property for the benefit of his creditors, at the  
office of the prothonotary of the superior court for  
the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub. provisional guardians.  
Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier street.  
Montreal, 9th August, 1907. 2524

District of Quebec.

L. Cléophas Dumais, of Limoilou, painter and  
trader, has, on the 13th August, 1907, made a  
judicial assignment of his property for the benefit  
of his creditors, at the prothonotary's office of the  
superior court for the district of Quebec, according  
to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.  
Office : 44, Dalhousie street.  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 14th August, 1907. 2568

*District de Rimouski.*

Pierre Bourque, du Lac au Saumon, marchand, a, le 12 août 1907, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 14 août 1907. 2569

*District de Chicoutimi.*

Arthur Gobeil, de Chicoutimi, marchand, a, le 9 août 1907, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 14 août 1907. 2571

## Règle de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 155.

Le neuvième jour d'août mil neuf cent sept.

Présent : L'honorable M. le juge Charbonneau.  
J. H. A. Bohemier, Demandeur ;

Charles Prenoveau, vs Défendeur ;

Théophile Mignerou, et Tiers-saisi ;

John Keegan, de la cité et du district de Montréal,  
entrepreneur-manufacturier, Intervenant.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Charles Prenoveau, de la cité et du district de Montréal, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau, à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite *Gazette*, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Par ordre),  
AUG. BERTRAND,  
Dep. P. C. S.

Beaubien & Lamarche,  
Procureurs de l'intervenant. 2549

*District of Rimouski.*

Pierre Bourque, of Salmon Lake, merchant, has, on the 12th of August, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,  
Quebec, 14th August, 1907. 2570

*District of Chicoutimi.*

Arthur Gobeil, of Chicoutimi, merchant, has, on the 9th of August, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 14th August, 1907. 2572

## Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 155.

The ninth day of August, one thousand nine hundred and seven.

Present : The Honorable Mr. Justice Charbonneau.  
J. H. A. Bohemier, Plaintiff ;

Charles Prenoveau, vs Defendant ;

Theophile Mignerou, and Tiers-saisi.

John Keegan, of the city and district of Montreal,  
manufacturer contractor, Intervenant.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages, to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Charles Prenoveau, of the city and district of Montreal, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause, in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said *Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673rd and 674th articles of the code of civil procedure.

(By order),  
AUG. BERTRAND,  
Dep. P. S. C.

Beaubien & Lamarche,  
Attorneys for intervenant. 2550

ÉTAT des recettes et paiements de la province de Québec pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1907, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

RECETTES.		—	—
Dominion du Canada.....			\$1,243,165 44
Terres et Forêts.....			1,201,027 40
Mines, Pêcheries et Chasse.....			167,891 41
Administration de la justice, fonds de bâtieses et jurés, timbres judiciaires, honoraires, etc.....			286,860 56
Licences—Hôtels, boutiques, etc.....			892,315 55
Taxes directes sur les corporations commerciales.....			464,362 29
Droits sur les successions.....			568,278 63
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.....			38,654 84
Entretien d'aliénés.....			112,542 00
Ecoles de réforme et d'industrie.....			26,660 67
Gazette Officielle de Québec.....			15,414 02
Législation.....			19,915 05
Timbres d'enregistrement.....			97,817 05
Intérêt sur le prix du Chemin de Fer Q. M. O. & O.....			66,237 48
Intérêt sur prêts et dépôts.....			17,474 35
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....			12,515 19
Revenus inférieurs.....			49,462 81
			<hr/>
			\$5,270,594 74
Produit des ventes de propriétés.....			2,434 46
Re Emprunt de l'Asile de Beauport, Sœurs de la Charité.....			1,000 00
			<hr/>
			\$5,274,029 20
Fonds en fidéicommis.....			51,978 39
			<hr/>
			\$5,326,007 59
<hr/>			
DEPENSES.		—	—
Dette publique.....			\$1,258,951 50
Législation.....			230,120 29
Gouvernement Civil.....			321,512 67
Administration de la Justice.....			644,677 85
Police.....			35,906 43
Inspection des Bureaux Publics.....			8,330 55
Instruction Publique (y compris "Ecoles du soir").....	\$522,760 00		
Institutions Littéraires et Scientifiques.....	1,189 50		
Arts et manufactures.....	15,000 00		
			<hr/>
			538,949 50
Travaux Publics :			
Ordinaire.....	167,765 32		
Extraordinaire.....	73,593 92		
			<hr/>
			241,359 24
Travail.....			13,400 00
Agriculture.....			218,800 00
Terres et Forêts.....			232,086 02
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre).....			68,030 20
Colonisation.....			136,000 00
Immigration.....			5,250 00
Institutions de bienfaisance.....			45,323 25
Asiles d'aliénés.....			422,295 07
Ecoles de réforme et d'industrie.....			60,000 00
Charges sur revenu.....			158,414 84
Services divers.....			106,555 26
Remboursement au fonds des subsides de chemin de fer.....			1,286 26
Fonds de bâtieses et jurés. Paiements faits par les shérifs avec les collections.....			17,595 41
			<hr/>
			\$4,764,844 34
Partie de la vente du terrain de la Compagnie de l'Exposition de Montréal.....			226 00
Nouvelle Prison, District de Montréal.....			2,000 00
			<hr/>
			\$4,767,070 34
Fonds en fidéicommis et dépôts.....			25,974 55
			<hr/>
			\$4,793,044 89
Subsides de chemins de fer et construction du Q. M. O. et O.....			30,779 61
			<hr/>
			\$4,823,824 50

A. H. VERRET,  
Auditeur de la province,  
Département du Trésor, Québec, 14 août 1907.

H. T. MACHIN,  
Assistant-Trésorier de la province.

STATEMENT of the receipts and expenditure of the Province of Quebec for the fiscal year ending 30th June, 1907; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

RECEIPTS.		—	—
Dominion of Canada.....			\$1,243,165 44
Lands and Forests.....			1,201,027 40
Mines, Fisheries and Game.....			157,891 41
Administration of Justice, building and jury fund, law stamps, fees, &c.....			286,860 56
Licenses—Hotels, shops, &c.....			892,315 55
Direct taxes on commercial corporations.....			464,362 29
Duties on successions.....			568,278 63
Tax on Transfers of Shares, Bonds, &c.....			38,654 84
Maintenance of Insane.....			112,542 00
Reformatory and Industrial schools.....			26,660 67
Quebec Official Gazette.....			15,414 02
Legislation.....			19,915 05
Registration stamps.....			97,817 05
Interest on price of Q. M. O. & O. Railway.....			66,237 48
Interest on loans and deposits.....			17,474 35
Railway subsidies tax.....			12,515 19
Minor revenues.....			49,462 81
			<hr/>
			\$5,270,594 74
Proceeds of sales of property.....			2,434 46
Loan re Beauport Lunatic Asylum, Sisters of Charity.....			1,000 00
			<hr/>
			\$5,274,029 20
Trust funds and deposits.....			51,978 39
			<hr/>
Total receipts.....			\$5,326,007 59

EXPENDITURE.		—	—
Public Debt.....			\$1,258,951 50
Legislation.....			230,120 29
Civil Government.....			321,512 67
Administration of Justice.....			644,677 85
Police.....			35,906 43
Inspection of Public Offices.....			8,330 55
Public Instruction, including "Night Schools".....	\$522,760 00		
Literary and Scientific Institutions.....	1,189 50		
Arts and Manufactures.....	15,000 00		
			<hr/>
			538,949 50
Public Works :			
Ordinary.....	167,765 32		
Extraordinary.....	73,593 92		
			<hr/>
			241,359 24
Labour.....			13,400 00
Agriculture.....			218,800 00
Lands and Forests.....			232,086 02
Mines, Fisheries, Game and Registration Service (cadastre).....			68,030 20
Colonization.....			136,000 00
Immigration.....			5,250 00
Charities.....			45,323 25
Lunatic Asylums.....			422,295 07
Reformatory and Industrial Schools.....			60,000 00
Charges on Revenue.....			158,414 84
Miscellaneous services.....			106,555 26
Reimbursement Railway Subsidies Fund.....			1,286 26
Building and Jury fund. Payments by Sheriffs out of collections.....			17,595 41
			<hr/>
Montreal Exposition Company, part proceeds of sales of Exhibition Grounds, Montreal.....			\$4,764,544 34
New Gaol, District of Montreal.....			226 00
			<hr/>
			2,000 00
			<hr/>
			\$4,767,070 34
Trust funds and deposits.....			25,974 55
			<hr/>
			\$4,793,044 89
Railway subsidies and Q. M. O. & O. Railway construction.....			30,779 61
			<hr/>
Total expenditure.....			\$4,823,824 50

A. H. VERRÉT,  
Provincial Auditor.  
Treasury Department, Quebec, 14th August, 1907.

H. T. MACHIN,  
Assistant Provincial Treasurer.

ETAT de la dette publique et des emprunts et dépôts temporaires de la province de Québec, au 30 juin 1907, tel que requis par une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

DETTE FONDÉE.

Date de l'émission.	Où payable.	Montant.	
1er novembre 1878.....	Londres ou New-York.....	2,698,000 00	
1er juillet 1880.....	Londres ou Paris.....	1,542,927 99	
1er juillet 1882.....	Londres.....	1,712,580 00	
	Québec.....	780,500 00	
1er janvier 1888.....	Londres ou Paris.....	3,182,800 00	
1er mars 1894.....	Londres ou Montréal.....	2,530,666 67	
30 décembre 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1er mai 1896.....	Londres ou Montréal.....	292,000 00	
1er avril 1897.....	Londres ou Montréal.....	1,360,000 00	
1er avril 1897.....	Londres.....	9,236,061 48	
		\$28,668,512 14	
Fonds d'amortissement placé.....		3,705,580 35	
Dette fondée nette (y compris l'augmentation du capital par la conversion).....			\$24,962,931 79
<b>PRÊTS TEMPORAIRES ET DEPOTS.</b>			
Fonds de retraite des instituteurs.....		205,406 14	
Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.....		37,442 31	
Dépôts en garantie et fidéicommis.....		224,530 78	
			467,379 23
			\$25,430,311 02

H. T. MACHIN,  
Assistant-Trésorier de la province.

A. H. VERRET,  
Auditeur de la province.

Département du Trésor,  
Québec, 14 août 1907.

STATEMENT of the public debt and temporary loans and deposits of the Province of Quebec, at the 30th June, 1907; as required by resolution of the Legislative Assembly of the 11th December, 1895.

FUNDED DEBT.

Date of issue.	Where payable.	Amount.	--
1st November, 1878.....	London or New-York.....	\$ 2,698,000 00	
1st July, 1880.....	London or Paris.....	1,542,927 99	
1st July, 1882.....	London.....	1,712,580 00	
	Quebec.....	780,500 00	
1st January, 1888.....	London or Paris.....	3,182,800 00	
1st March, 1894.....	London or Montreal.....	2,530,666 67	
30th December, 1894.....	Paris.....	5,332,976 00	
1st May, 1896.....	London or Montreal.....	292,000 00	
1st April, 1897.....	London or Montreal.....	1,360,000 00	
1st April, 1897.....	London.....	9,236,061 48	
		\$28,668,512 14	
Sinking fund invested.....		3,705,580 35	
Net funded debt (including increase of capital by conversion).....			\$24,962,931 79
TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS.			
Teachers pension fund.....		205,406 14	
Protestant council of public instruction.....		37,442 31	
Security and trust deposits.....		224,530 78	
			467,379 23
			\$25,430,311 02

H. T. MACHIN,  
Assistant Provincial Treasurer

A. H. VERRET,  
Provincial Auditor.

Treasury Department,  
Quebec, 14th August, 1907.

## Licitation

Province de Québec, }  
 District de Québec, } Cour Supérieure.  
 No 494.

## LICITATION.

R. R. Bergevin, Demandeur ;

vs

W. Tracey et al, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu du jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, en date du 24 juin 1907, dans lequel Raoul René Bergevin, marchand, de Québec, est Demandeur, et William Tracey, de Québec, Marie-Louise Tracey, de Montréal, et William Tracey, en sa qualité de tuteur à son fils mineur, Joseph Charles Henri Tracey, de Québec, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant :

Un emplacement avec maison et dépendances sur le côté est de la rue Notre-Dame, à la Basse-Ville, de la cité de Québec, de quarante-deux pieds, plus ou moins de front, et soixante pieds ou à peu près de profondeur, avec droit de mitoyenneté dans le mur divisant cette propriété de celle de John Miller ou représentants ; bornée au sud-est par la ruelle du Porche, au nord-ouest par la propriété de John Miller ou représentants, au front par la rue Notre-Dame, et à l'arrière par la propriété de Joseph Jones ou représentants.

Cet immeuble est connu sous le numéro 2153, du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1907, jour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, à Québec ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

CIMON & SEVIGNY,

Procureurs du demandeur.

Québec, 31 juillet 1907. 2417.2

[Première publication, 3 août 1907.]

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } **JEAN BAPTISTE**  
 No 4769. } **GIGUERE**, Deman-  
 deur ; vs **EDOUARD ALLARD**, Défendeur.

Une terre dans le cinquième rang de Wendover, de sept arpents de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, maintenant connue au cadastre officiel du dit canton de Wendover, sous les numéros deux cent dix-huit et deux cent dix-neuf—avec maison, granges, étables et autres dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le VINGT-NEU-

## Licitation

Province of Quebec, }  
 District of Quebec, } Superior Court.  
 No. 494.

## LICITATION.

R. R. Bergevin, Plaintiff ;

vs

W. Tracey et al, Defendants.

Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, dated the 24th June, 1907, in which Raoul René Bergevin, merchant, of Quebec, is Plaintiff, and William Tracey, of Quebec, Marie Louise Tracey, of Montreal, and William Tracey, in his quality of tutor to his minor son, Joseph Charles Henry Tracey, of Quebec, are Defendants, ordering the licitation of the following immovable :

An emplacement with house and dependencies on the east side of Notre Dame street, in the Lower Town, of the city of Quebec, of forty two feet, more or less in front, and sixty feet or thereabouts in depth, with right of *mitoyenneté* in the wall dividing this property from that of John Miller or his representatives ; bounded to the south east by the Porche lane, to the north west by the property of John Miller or his representatives, in front by Notre Dame street, and in rear by the property of Joseph Jones or his representatives.

This immovable is known under the number 2153, of the official cadastra of Saint Peter ward, in the said city of Quebec.

The immovable above described will be put up to public auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, 1907, sitting the court, in the court room, in the court house, at Quebec ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CIMON & SEVIGNY,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 31st July, 1907. 2418

[First published, 3rd August, 1907.]

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit : } **JEAN BAPTISTE GI-**  
 No 4769. } **GUERE**, Plaintiff ; vs  
**EDOUARD ALLARD**, Defendant.

A piece of land in the fifth range of Wendover, of seven arpents in width by eighteen arpents in depth, more or less, now known on the official cadastra for said township of Wendover, under numbers two hundred and eighteen and two hundred and nineteen—with a house, barns, stables and other dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the TWENTY NINTH

VIEME jour d'AOUT prochain 1907, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 24 juillet 1907. 2349.2  
[Première publication, 27 juillet 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH LAFERTÉ,  
No 111. } marchand, Demandeur ;  
vs WILLIAM GELINAS, Défendeur.

La moitié sud-est du lot de terre cadastral numéro trois cent soixante-six (366), et les lots numéros trois cent soixante-dix et trois cent soixante-onze (370 et 371), du cadastre officiel du canton de Wickham Ouest, dans le septième rang du dit canton—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, 1907, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 23 juillet 1907. 2351.2  
[Première publication, 27 juillet 1907.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } MANDA GAGNON ET AL,  
No 539. } A Demandeurs ; vs CLEOPHAS VACHON, Défendeur.

Le lot numéro sept cent vingt-quatre (724), du cadastre officiel de Saint-Odilon de Cranbourne—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benjamin du Lac à Busque, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain 1907, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 22 juillet 1907. 2307.2  
[Première publication, 27 juillet 1907.]

### Ventes par le Shérif—Gaspé

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } LA COMPAGNIE DE  
District de Gaspé, } QUINCAILLERIE  
Comté de Bonaventure. } CHINIC, corps politique  
No 989. } et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, marchande, Demanderesse ; contre les biens et effets, terres et tenements de OSWALD ROBINSON, de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, maintenant résidant dans la ville de Campbellton, dans la province de Québec, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le premier rang

day of AUGUST next, 1907, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 24th July, 1907. 2350  
[First published, 27th July, 1907.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } JOSEPH LAFERTÉ,  
No. 111. } merchant, Plaintiff ; vs  
WILLIAM GELINAS, Defendant.

The south east half of the cadastral lot of land number three hundred and sixty-six (366), and the lots numbers three hundred and seventy and three hundred and seventy-one (370 and 371), of official cadastre for the township of Wickham West, in the seventh range of said township—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean of Wickham, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, 1907, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 23rd July, 1907. 2352  
[First published, 27th July, 1907.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } MANDA GAGNON ET AL,  
No. 539. } A Plaintiffs ; vs CLEOPHAS VACHON, Defendant.

The lot number seven hundred and twenty four (724), of the official cadastre of Saint Odilon of Cranbourne—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Benjamin du Lac à Busque, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, 1907, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 22nd July, 1907. 2308  
[First published, 27th July, 1907.]

### Sheriff's Sales—Gaspé

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.*

Province of Québec, } THE CHINICHARD-  
District of Gaspé, } WARE COMPANY,  
County of Bonaventure. } a body corporate and  
No. 989. } politic, having its principal place of business in the city of Québec, merchants, Plaintiff ; against the goods and chattels and the lands and tenements of OSWALD ROBINSON, of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, was residing in the town of Campbellton, in the province of Québec, Defendant.

A certain piece or parcel of land situated in the

de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, étant la partie est du lot connu sous le numéro cent cinquante-huit (158), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Hamilton, mesurant cent trente-quatre pieds de front sur une profondeur de soixante et quatre pieds, plus ou moins; borné au sud par le chemin du Roi, au nord et à l'ouest par Frederick Frelatte, et à l'est par James Frelatte—avec une maison et une forge, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles de Caplan. MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1907), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
New Carlisle, 9 août 1907. 2539  
[Première publication, 17 août 1907.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Rimouski.*

Province de Québec, } WILLIAM H. GRAY  
District de Rimouski. } LUMBER COM-  
No 3501. } PANY, dans l'état de Mas-  
sachusetts, corps politique et incorporé en vertu des lois du dit état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Boston, dans le dit état de Massachusetts, Demanderesse; contre les terres et tenements d'OSCAR WHITEMORE RIDLEY, marchand de bois, de Champion's Siding, dans le canton de Restigouche, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, Défendeur.

Tous les droits, titre et intérêt quelconque du défendeur sur et dans un certain morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro 12 (douze), dans le premier rang de Matapédia, du canton de Restigouche, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton, à Champion's Siding, dans le comté de Bonaventure, et étant tout ce morceau de terre situé à l'est du ruisseau Gilmore, entre la rivière Matapédia et le chemin de fer Intercolonial—ensemble avec un moulin à scie et toutes les machines et appartenances y ayant rapport et y appartenant et toutes les autres bâtisses érigées sur le dit lot, circonstances et dépendances; sujet au bail de vingt piastres (\$20 00), payable semi-annuellement à Dame Mary Lawlor, du même lieu.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Laurent de Matapédia, à Matapédia, dans le dit canton de Restigouche, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1907, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.  
New Carlisle, 18 juillet 1907. 2295.2  
[Première publication, 27 juillet 1907.]

**Ventes par le Shérif—Kamouraska**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir: } LEANDRE VAILLAN-  
No 3823. } COURT, gentilhomme,  
de la paroisse de Saint-André, Demandeur; contre FELIX GARNEAU, du même lieu, Défendeur, à savoir:

1° Une terre située en le premier rang de la paroisse de Saint-André, dans le comté de Kamouraska, de forme irrégulière, contenant environ 146

first range of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, being the east part of the lot known as number one hundred and fifty eight (158), of the official plan and book of reference of the township of Hamilton, measuring one hundred and thirty four feet in front by a depth of sixty four feet, more or less; bounded on the south by the King's highway, on the north and west by Frederick Frelatte, and to the east by James Frelatte—with a dwelling house and blacksmith's forge thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles de Caplan, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER ensuing, (1907), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
New Carlisle, 9th August, 1907. 2540  
[First published, 17th August, 1907].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—Rimouski.*

Province of Quebec, } WILLIAM H. GRAY  
District of Rimouski. } LUMBER COM-  
No. 3501. } PANY, in the state of  
Massachusetts, a body politic and incorporated in virtue of the laws of the said state of Massachusetts, one of the united states of America, and having its principal place of business in the city of Boston, in the said state of Massachusetts, Plaintiff; against the lands and tenements of OSCAR WHITEMORE RIDLEY, lumber merchant, of Champion's Siding, in the township of Restigouche, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, Defendant.

All and singular defendant's rights, title and interests on and to a certain piece of land forming part of the lot known and designated under the number 12 (twelve), in the first Matapédia range, of the township of Restigouche, on the cadastral plan and book of reference of said township, at Champion's Siding, in the county of Bonaventure, and being all that certain piece or parcel of land east of Gilmore's brook between the Matapédia river and the Intercolonial railway—together with a saw mill and all the machinery and appurtenances connected therewith and thereto belonging and all other buildings erected on said lot, circumstances and dependencies; subject to a lease of twenty dollars (\$20.00), payable semi-annually to Mrs. Mary Lawlor, of the same place.

To be sold at the church door of the parish of Saint Laurent de Matapédia, at Matapédia, in the said township of Restigouche, on the THIRD day of SEPTEMBER next, 1907, at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
New Carlisle, 18th July, 1907. 2296  
[First published, 27th July, 1907.]

**Sheriff's Sales—Kamouraska**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit: } LEANDRE VAILLAN-  
No. 3823. } COURT, of the parish  
of Saint André, gentleman, Plaintiff; against FELIX GARNEAU, of the same place, Defendant, to wit:

1. A lot of land situate in the first range of the parish of Saint André, in the county of Kamouraska, of irregular form, containing about 146 acres in

arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro cent vingt-cinq (No 125)—avec une maison, grange et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située au second rang de la dite paroisse, contenant environ 60 arpents en superficie, connu au même cadastre sous le numéro trois cent quatre-vingt-cinq (No 385)—sans bâtisse.

Pour être vendues en deux lots à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André, **MEROREDI**, le **DIX-HUITIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif,  
Fraserville, 13 août 1907.

Shérif,  
2553

[Première publication, 17 août 1907.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH CELESTIN PARENT**, entrepreneur plâtrier, de la cité et du district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de **PIERRE MILOT**, du même lieu, Défendeur, et **Gérassime Sigouin**, entrepreneur, de la ville de Saint-Louis du Mile End, dit district, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit mis-en-cause, **Gérassime Sigouin**, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé en la ville de Saint-Louis, distret de Montréal ; borné en front par la rue Pacific, connu et désigné sous le numéro un, de la subdivision officielle mille cinquante-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro onze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,  
Montréal, 23 juillet 1907.

Shérif,  
2311.2

[Première publication, 27 juillet 1907.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Joliette.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH SIMEON RIVEST**, notaire public, de la ville de L'Assomption, dans le comté de L'Assomption, district de Joliette, Demandeur ; contre les terres et tenements de **CHARLES LEMYRE dit MARSOLAIS**, gentilhomme, des cité et district de Montréal, Défendeur *es-qualité*, et **Napoléon Robert**, teneur de livres, du même lieu, *es-qualité* de curateur, mis en cause, et **Dame Amélie Robert**, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Chs. Lemyre, la défendeur en cette cause, et par lui autorisée aux fins des présentes, tiers-saisie.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite tiers-saisie, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec les bâties y érigées ; borné en front par la rue Saint-Dominique, connu

superficies, known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre of the said county of Kamouraska, for the said parish of Saint André, under the number one hundred and twenty five (No. 125)—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies

2. Another lot of land situate in the second range of the said parish, containing about 60 acres in superficies, known in the same cadastre under the number three hundred and eighty five (No. 385) —without buildings.

To be sold in two lots at the church door of the parish of Saint André, on **WEDNESDAY**, the **EIGHTEENTH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office,

Fraserville, 13th August, 1907.

Sheriff.

[First published, 17th August, 1907.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } **JOSEPH CELESTIN PARENT**, contracting plasterer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **PIERRE MILOT**, of the same place, Defendant, and **Gérassime Sigouin**, contractor, of the town of Saint Louis du Mile End, in the said district, *mis en cause*.

Seized as belonging to and in the possession of the said *mis en cause*, **Gérassime Sigouin**, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal ; bounded in front by Pacific street, known and distinguished under the number one, of the official subdivision one thousand and fifty nine, of the official subdivision lot number eleven, of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-NINTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,  
Montreal, 23rd July, 1907.

Sheriff,  
2312

[First published, 27th July, 1907.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Joliette.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH SIMEON RIVEST**, notary public, of the town of L'Assomption, in the county of L'Assomption, in the district of Joliette, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CHARLES LEMYRE dit MARSOLAIS**, gentleman, of the city and district of Montreal, Defendant, *es-qualité*, and **Napoléon Robert**, of the same place, bookkeeper, *es-qualité* of curator, *mis-en-cause*, and **Dame Amélie Robert**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Charles Lemyre, the defendant in this cause, and by him duly authorized for the purposes hereof, garnishee.

Seized as belonging to and in the possession of the said garnishee, the following immoveable, to wit :

A piece of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Dominique

et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous les numéros douze et treize, de la subdivision du lot primitif mille quarante-neuf (12 et 13-1049).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 24 juillet 1907. [Première publication, 27 juillet 1907.]

### Ventes par le Shérif—Pontiac

**VIS PUBLICO** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit—Bryson.*

Province de Québec, } JAMES SHEPPARD, du  
District de Pontiac, } canton de Leslie, dans le  
No 1448. } dit district de Pontiac, com-  
merçant, Demandeur; vs FRANK SPARLING,  
du canton de Thorne, dans le district de Pontiac,  
cultivateur, défendeur, à savoir :

Les trente acres de front du lot quarante-sept, dans le cinquième rang du canton de Thorne, dans le comté de Pontiac; bornés en front par les lots du quatrième rang de Thorne, et en arrière par le résidu du dit lot numéro quarante-sept (No 47), d'un côté par le lot quarante-six, et de l'autre côté par le lot quarante-huit, du dit cinquième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent sept, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Bryson, 9 août 1907. [Première publication, 17 août 1907.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**AVIS PUBLICO** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ZOE DELISLE ET VIR : vs  
No 1500. } VICTOIRE THIBAUT  
ET AL, à savoir :

Le lot No 50 (cinquante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, étant un emplacement situé sur le chemin du Calvaire—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente foncière annuelle de \$8.00, payable le premier octobre, à Dame Zoé Delisle.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix du Cap Rouge, comté de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Québec, 15 août 1907. [Première publication, 17 août 1907.]

street, known and distinguished on the official plan and book of refence of said Saint Louis ward, under the numbers twelve and thirteen, of the subdivision of the original lot one thousand and forty nine (12 and 13-1049).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of AUGUST next, of THREE of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 24th July, 1907. [First published, 27th July, 1907.]

### Sheriff's Sales—Pontiac

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—Bryson.*

Province of Quebec, } JAMES SHEPPARD, of  
District of Pontiac, } the township of Leslie,  
No. 1448. } in the said district of Pontiac,  
trader, Plaintiff; vs. FRANK SPARLING, of  
the township of Thorne, in the district of Pontiac,  
farmer, Defendant, to wit :

The front thirty acres of lot forty seven, in the fifth range of the township of Thorne, in the county of Pontiac: bounded in front by the lots of the fourth range of Thorne, and in the rear by the remainder of said lot number forty seven (No. 47), on the one side by lot forty six, and on the other side by lot forty eight, of said fifth range—with all the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and seven, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's office, Bryson, 9th August, 1907. [First published, 17th August, 1907.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } ZOE DELISLE ET VIR : vs  
No. 1500. } VICTOIRE THIBAUT  
ET AL, to wit :

Lot number fifty (50), of the official cadastre for the parish of Saint-Félix du Cap Rouge, being an emplacement situate on the Calvaire road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual ground rent of \$8 00, payable on the first of October, to Dame Zoé Delisle.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Félix du Cap Rouge, in the county of Quebec, on the NINETEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Québec, 15th August, 1907. [First published, 17th August, 1907.]

## FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs  
No 2053. } **C**ELINA ASSELIN ET  
VIR, à savoir :

Le lot No 144 (cent quarante-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Bédard—circonstances et dépendances ; sujet à une rente annuelle de \$4.00, payable le 29 septembre, aux Révérendes Dames de l'Hôpital Général de Québec.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,  
Député shérif.

Bureau du shérif,  
Québec, 15 août 1907.

[Première publication, 17 août 1907.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **W**ILLIAM DOYLE ; contre  
No 1388. } **A**LFRÉD VEZINA, à  
savoir :

1<sup>o</sup> Le lot No 3581 B (trois mille cinq cent quatre-vingt-un B), de la subdivision du lot 3581 (trois mille cinq cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un terrain ou partie d'emplacement situé sur le niveau sud de la rue Latourrelle—avec les bâtiesseus dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et foncière de sept piastres, payable le premier mai aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec. A charge de laisser passer par le dit terrain un tuyau de drainage pour l'écoulement des eaux des terrains, qui appartenaient le 11 janvier 1902 à Loui Paradis, en arrière du dit terrain, et à charge de laisser poser des ouvertures ou fenêtres dans les maisons qui pourront être construites sur le dit fonds dominant.

2<sup>o</sup> Le lot No 3582 (trois mille cinq cent quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Latourrelle—avec les bâtiesseus dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle et foncière de \$4.25, payable le premier mai aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec. A charge de laisser passer par le dit terrain un tuyau de drainage pour l'écoulement des eaux des terrains, qui appartenaient le 11 janvier 1902, à Louis Paradis, en arrière du dit terrain, et à charge de laisser poser des ouvertures ou fenêtres dans les maisons qui pourront être construites sur le dit fond dominant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.

Bureau du Shérif,  
Québec, 30 juillet 1907

[Première publication, 3 août 1907.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L**UCIEN LALIBERTÉ ;  
No 1434. } **C**ontre **J**OSEPH  
L'HERAULT, à savoir :

Le lot 691 (six cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean Deschailions, dont celle de Sainte-Philomène est un détachement, étant une terre située au septième rang des terres de la seigneurie Le Chaillons—avec bâtiesseus dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Philomène de Fortierville, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,  
Député Shérif.

Bureau du Shérif,  
Québec, 1er août 1907.

[Première publication, 3 août 1907.]

## FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs  
No. 2053. } **C**ELINA ASSELIN ET VIR,  
to wit :

Lot number one hundred and forty-four (144), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur of Quebec, being an emplacement situate on Bédard street—circumstances and dependencies ; subject to an annual rent of \$4.00, payable on the 29th of September to the Reverend Ladies of the General Hospital of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
Québec, 15th August, 1907.

[First published, 17th August, 1907.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **W**ILLIAM DOYLE ; against  
No. 1388. } **A**LFRÉD VEZINA, to  
wit :

1. Lot number three thousand five hundred and eighty one B (3081 B), of the subdivision of lot three thousand five hundred and eighty one (3581), of the official cadastre of Saint John's ward, of the city of Quebec, being a plot or part of an emplacement situate on the south level of Latourrelle street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual *rente foncière* of seven dollars, payable the first of May to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu of Quebec, with the charge of allowing passage through the said plot of a drainage pipe for draining the waters of the lands, which, on the 11th January, 1902, belonging to Louis Paradis, in rear of the said plot of ground and with the charge of allowing windows or openings to be placed in the houses which might be built upon the said dominant ground.

2. Lot number three thousand five hundred and eighty two (3582), of the official cadastre for Saint John's ward of the city of Quebec, being a lot situate on Latourrelle street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual *rente foncière* of \$4 25, payable on the first of May to the Reverend Ladies of the Hotel Dieu of Quebec, with the charge of allowing a drainage pipe to pass through the said lot for draining the waters of the lands, which, on the 11th January, 1902, belonging to Louis Paradis, in rear of the said lot, and with the charge of allowing openings or windows to be placed in the houses which might be built on the said dominant ground.

To be sold at my office, at the city of Quebec, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
Québec, 30th July, 1907.

[First published, 3rd August, 1907.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **L**UCIEN LALIBERTÉ ;  
No. 1434. } **A**gainst **J**OSEPH  
L'HERAULT, to wit :

Lot number six hundred and ninety one (691), of the official cadastre of the parish of Saint Jean Deschailions, of which that of Sainte Philomène is a detachment, being a farm situate in the seventh range of farms of the seigniorie Le Chaillons—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Philomène de Fortierville, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
Québec, 1st August, 1907.

[First published, 3rd August, 1907.]

## FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit.*

Québec, à savoir : } FRANÇOIS XAVIER BER-  
No 2374. } NARD DIT MARCHE-  
TERRE ; contre MATHIAS MARCHETERRE, à  
savoir :

Le lot No 186 (cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Lambert, étant une terre situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire du dit lot en faveur de Amédée Bernard dit Marcheterre, la maison qui appartient à ce dernier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, le SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,

Québec, 1er août 1907.

2429.2

[Première publication, 3 août 1907.]

## FIERI FACIAS.

*Circuit Court.*

Quebec, to wit : } FRANÇOIS XAVIER BER-  
No. 2374. } NARD DIT MARCHE-  
TERRE ; against MATHIAS MARCHETERRE,  
to wit :

Lot number one hundred and eighty six (186), of the official cad-astre for the parish of Saint Lambert, being a farm situate on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from the said lot in favor of Amédée Bernard dit Marcheterre, the house which belongs to this latter.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lambert, in the county of Lévis, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, 1st August, 1907.

2430

[First published, 3rd August, 1907.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } HILAIRE AUBIN,  
No 959. } Demandeur ; vs.  
PHILIPPE AUBIN ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit Philippe Asselin, un des défendeurs en cette cause :

Un morceau de terre situé dans le canton de Brompton, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trente-six a (pt. 36a), dans le huitième rang, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton, contenant six acres et un quart de terre, plus ou moins ; borné en front par le chemin public, en arrière et d'un côté par la terre appartenant à H. Ross ou ses représentants, et de l'autre côté par la terre appartenant à Joseph Barriault — avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,

Député Shérif.

Bureau du Shérif.

Sherbrooke, 24 juillet 1907.

2329.2

[Première publication, 27 juillet 1907.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } HILAIRE AUBIN,  
No. 959. } Plaintiff ; vs.  
PHILIPPE ASSELIN ET AL, Defendants.

Seized as belonging to the said Philippe Asselin, one of the defendants in this cause.

A piece of land situate in the township of Brompton, in the district of Saint Francis, known and described as being part of the lot number thirty six a (pt. 36a), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Brompton, containing six and one quarter acres of land, more or less ; bounded in front by public road, in rear and on one side by land belonging to H. Ross or his representatives, and on the other side by land belonging to Joseph Barriault—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 24th July, 1907.

2330

[First published, 27th July, 1907.]

## Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que David Grenier, de Saint-Grégoire, Sault Montmorency, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le treize août 1907.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Gardiens provisoires.

Québec, 15 août 1907.

3589

## Bankrupt Notices

Notice is hereby given that David Grenier, of Saint Grégoire, Sault Montmorency, has made an assignment of his estate for the benefit of his creditors, the thirteenth of August, 1907.

LEFAIVRE &amp; TASCHEREAU,

Provisional guardians.

Québec, 15th August, 1907.

2590

**Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No 33.**
**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 33.**

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Blanchard vs Prud'homme, 1170 ; Bordeleau vs Mongrain, 1170 ; Girard vs Raymond, 1170 ; Lemaître dit Augé vs Boire, 1170 ; Laframboise vs Bouvrette, 1170 ; Morin vs Beauchamp, 1169 ; Proteau vs Poirier, 1171 ; Ryan vs McCormack, 1170 ; Silberman vs Stein, 1170 ; St. Denis vs Bertrand, 1171.
- ANNONCEURS :—Avis aux :—**Concernant avis, etc., 1155.
- AVIS :—**Loi des différends ouvriers de Québec, 1160.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1167 ; Conseil législatif, 1166.
- COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—**G. C. Hanford Manufacturing Coy, 1159.
- DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—**L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal, 1169.
- ERRATUM :—**Résolution du conseil du comté de Témiscouata, 1159.
- ÉTAT des recettes et paiements :—**1176.
- EXAMEN :—**Mesureurs de bois, 1165.
- FAILLIS :—**Beauchamp, 1174 ; Bernier & Cie, 1173 ; Bourque, 1175 ; Caron, 1174 ; Dumais, 1174 ; Fortier Frères, 1173 ; Garneau, 1173 ; Gobeil, 1175 ; Grenier, 1186 ; Leduc, 1174 ; Ricard, 1173 ; Sauvé (Dme), 1173 ; Villeneuve, 1174.
- LETTRES PATENTES :—**La Cie de Publicité de Chicoutimi, 1165.
- NOMINATIONS :—**Commissaire pour recevoir affidavits :—Québec, 1156.  
Cour des commissaires :—Saint-Félix de Valois, canton Windsor, 1156.  
Juges de paix :—Québec, 1155 ; Trois-Rivières et Chicoutimi, 1155.  
Recorder :—Ville de Fraserville, 1155 ; Ville de La Longue Pointe, 1156.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—**F. X. A. Boisseau, 1165.
- ORDONNANCE POUR FERMETURE DE ROUTE :—**Route des Sept Lacs, 1164.
- PROCLAMATIONS :—**Convocation des chambres, 1159 ; Saint-Edmond du Lac au Saumon, 1156 ; Sainte Croix de Dunham annexée à Saint-François d'Assises de Frelighsburg, 1157.
- RÈGLES DE COUR :—**Bohemier vs Prenoveau, 1175.
- RESOLUTION :—**Conseil municipal du comté de Témiscouata, 1171.
- VENTE PAR LICITATION :—**Bergevin vs Tracey et al, 1180.
- ACTIONS FOR SÉPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Blanchard vs Prud'homme, 1170 ; Bordeleau vs Mongrain, 1170 ; Girard vs Raymond, 1170 ; Lemaître dit Augé vs Boire, 1170 ; Laframboise vs Bouvrette, 1170 ; Morin vs Beauchamp, 1169 ; Proteau vs Poirier, 1171 ; Ryan vs McCormack, 1170 ; Silberman vs Stein, 1170 ; St. Denis vs Bertrand, 1171.
- ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c., 1155.
- NOTICE :—**The Quebec Trade Disputes Act, 1160.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1167 ; Legislative Council, 1166.
- COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—**G. C. Hanford Manufacturing Coy, 1159.
- APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—**Montreal Street Railway Mutual Benefit Association, 1169.
- ERRATUM :—**Resolution of the council of the county of Témiscouata, 1159.
- STATEMENT of the receipts and expenditure :—**1176.
- EXAMINATION :—**Cullers, 1165.
- INSOLVENTS :—**Beauchamp, 1174 ; Bernier & Cie, 1173 ; Bourque, 1175 ; Caron, 1174 ; Dumais, 1174 ; Fortier Frères, 1173 ; Garneau, 1173 ; Gobeil, 1175 ; Grenier, 1186 ; Leduc, 1174 ; Ricard, 1173 ; Sauvé (Dme), 1173 ; Villeneuve, 1174.
- LETTERS PATENT :—**La Cie de Publicité de Chicoutimi, 1165.
- APPOINTMENTS :—**Commissioner to receive affidavits :—Québec, 1156.  
Commissioners court :—Saint Félix de Valois, township Windsor, 1156.  
Justices of the peace :—Québec, 1155 ; Three Rivers and Chicoutimi, 1155.  
Recorder :—Town of Fraserville, 1155 ; Town of La Longue Pointe, 1156.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—**F. X. A. Boisseau, 1165.
- ORDER FOR THE CLOSING OF A ROAD :—**Route des Sept Lacs, 1164.
- PROCLAMATIONS :—**Parliament convoked, 1159 ; Saint Edmond du Lac au Saumon, 1156 ; Sainte Croix de Dunham annexed to Saint-François d'Assises de Frelighsburg, 1157.
- RULES OF COURT :—**Bohemier vs Prenoveau, 1175.
- RESOLUTION :—**Municipal council of the county of Témiscouata, 1171.
- SALE BY LICITATION :—**Bergevin vs Tracy et al, 1180.

## VENTES PAR LES SHÉRIFS .

ARTHABASKA :—Giguère vs Allard, 1180 ; Laferté vs Gélinas, 1181.

BEAUCÉ :—Gagnon et al vs Vachon, 1181.

GASPÉ :—Gray vs Ridley, 1182 ; La Cie de Quincallerie Chinic, 1181.

KAMOURASKA :—Vaillancourt vs Garneau, 1182.

MONTREAL :—Parent vs Milot, 1183 ; Rivest vs Lemyre, 1183.

PONTIAC :—Sheppard vs Sparling, 1184.

QUÉBEC :—Bernard dit Marcheterre vs Marcheterre, 1184 ; Delisle (Dme) et vir vs Dme Thibault et al, 1184 ; Doyle vs Vézina, 1185 ; La cité de Québec vs Dme Asselin et vir, 1185 ; Laliberté vs L'Hérault, 1185.

SAINT-FRANÇOIS :—Aubin vs Asselin, 1186.

## SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Giguère vs Allard, 1180 ; Laferté vs Gélinas, 1181.

BEAUCÉ :—Gagnon et al vs Vachon, 1181.

GASPÉ :—Gray vs Ridley, 1182 ; The Chini Hardware Coy, 1181.

KAMOURASKA :—Vaillancourt vs Garneau, 1182.

MONTREAL :—Parent vs Milot, 1183 ; Rivest vs Lemyre, 1183.

PONTIAC :—Sheppard vs Sparling, 1184.

QUEBEC :—Bernard dit Marcheterre vs Marcheterre, 1185 ; Delisle (Dme) et vir vs Dme Thibault et al, 1184 ; Doyle vs Vézina, 1185 ; The city of Quebec vs Dme Asselin et vir, 1185 ; Laliberté vs L'Hérault, 1185.

SAINT FRANCIS :—Aubin vs Asselin, 1186.